



**FORUM V**  
**Chemical Safety**  
**for Sustainable Development**

**IFCS**  
Budapest, Hungary  
25-29 September 2006

IFCS/FORUM-V/05w  
Original: Anglais  
28 Novembre 2006

*Sécurité chimique pour un développement durable*

## **FORUM V**

# **Cinquième Session du Forum intergouvernemental sur la Sécurité Chimique**

**Budapest, Hongrie**  
**25 - 29 Septembre 2006**

\*\*\*\*\*

## **RAPPORT DEFINITIF**



---

## Table des matières

### SOMMAIRE EXECUTIF

#### Actions à entreprendre et recommandations convenues par le Forum V

Introduction

Résolution concernant le futur du Forum Intergouvernemental sur la Sûreté Chimique (IFCS)

Sujets pour le futur Forum de l'IFCS

Application de la précaution dans le contexte de la sûreté chimique

Métaux lourds : besoin davantage d'action globale ?

Le rapport de Budapest sur le mercure, le plomb et le cadmium

Jouets et sûreté chimique

### SOMMAIRE DE REUNION

#### ANNEXES :

1. Liste des documents de réunions
2. Liste des acronymes (IFCS/FORUM-V/2 INF rev1)
3. Fonds Fiduciaires de l'IFCS – Budget du secrétariat 2007-2008 de l'IFCS
4. Administrateurs élus par l'IFCS et membres du Comité permanent du forum de gouvernement
5. Déclaration Africaine sur le déversement de déchets dangereux en Côte d'Ivoire
6. List des participants

## **RESUME D'ORIENTATION**

### **Le Forum V s'est mis d'accord sur les points de l'action et les recommandations**

#### **Introduction**

La Cinquième Session du Forum Intergouvernemental sur la Sécurité Chimique (Forum V) s'est déroulé entre le 25-29 septembre à Budapest, en Hongrie, accueilli par le Gouvernement hongrois. Quatre-vingt-seize gouvernements ont participé à la réunion avec trente représentants venant de onze organisations intergouvernementales (OIG) et quatre-vingt-sept représentants de cinquante-quatre organisations non-gouvernementales (ONG).

Le Forum Intergouvernemental sur la Sécurité Chimique (IFCS ou Forum) est un mécanisme de participation innovant avec l'objectif d'offrir une direction politique et des stratégies pour la gestion raisonnée des produits chimiques au niveau national, régional ou international. Le Forum donne la possibilité aux pays de mettre à l'ordre du jour international des questions et de souligner leurs besoins et soucis spécifiques concernant le développement de la gestion des produits chimiques. Il a été établi en 1994 pour répondre aux recommandations adoptées à la Conférence de l'Organisation des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement – UNCED, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en 1992.

Lors du forum V, l'IFCS a examiné le progrès réalisé suivant les engagements et les recommandations faits aux sessions précédentes et a dressé une orientation de travail dans un certain nombre de nouveaux secteurs. À la lumière de l'adoption de l'approche stratégique à la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) par la conférence internationale sur la gestion de produits chimiques (ICCM) en février 2006, le forum V a considéré le futur rôle de l'IFCS comme une contribution à l'application de la SAICM.

Les recommandations et l'accord sur les points de l'ordre des jours du Forum V sont les suivants :

## **Résolution sur le Futur Forum Intergouvernemental sur la Sécurité Chimique La Cinquième Session du Forum Intergouvernemental sur la Sécurité Chimique,**

*Après s'être réuni* à Budapest à l'invitation du Gouvernement hongrois, du 25 jusqu'au 29 septembre,

**Vu** l'adoption de l'Approche Stratégique sur la Gestion Internationale des Produits Chimiques, (Strategic Approach to International Chemicals Management, SAICM) par la Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques, (International Conference on Chemical Management ICCM) le 6 février 2006,

**Vu** l'invitation par la Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques envers le Forum à continuer à remplir son rôle important dans l'assurance de l'existence d'un forum ouvert, transparent et inclusif dans l'objectif de discuter des enjeux d'intérêt commun et de nouveaux enjeux émergents, ainsi que dans l'assurance, grâce à sa contribution continue, de l'application de l'Approche Stratégique et du travail d'autres organisations et institutions internationales relatives aux produits chimiques,

**Vu** le rôle unique et multi-facettes qu'a joué l'IFCS en tant que forum remue-méninges flexible, ouvert et transparent pour les Gouvernements, les organisations intergouvernementales (OIG) et les organisations non-gouvernementales (ONG), compris le secteur privé, ayant facilité la construction des consensus,

**Reconnaissant** la désirabilité de continuer à avoir un tel forum.

**Vu** la nécessité d'employer les ressources humaines et financières efficacement et d'éviter la duplication des fonctions et des zones de travail afin d'augmenter l'exécution de SAICM et permettre la suite du rôle important jouer par l'IFCS

- 1 **Demande** au Secrétariat IFCS d'établir et maintenir une relation de travail étroite avec le secrétariat SAICM afin d'utiliser ses expériences,
- 2 **Invite** le Secrétariat SAICM à participer à toutes les réunions organisées par l'IFCS,
- 3 Décide d'établir un groupe de travail pour préparer un projet de décision, entre autres par les téléconférences, le courriel et toute autre moyen de communication, sur le futur rôle et fonctions de l'IFCS, y compris des options pour son arrangement institutionnel et l'étude d'un secrétariat paritaire avec SAICM, consciente de la nécessité d'éviter la duplication, son rapport possible avec l'ICCM, et sa contribution à l'exécution du SAICM, pour examen au forum VI
- 4 **Décide** que l'adhésion et la participation au groupe de travail seront limitées aux membres du Comité permanent du forum (ou à la personne désignée par un membre du Comité permanent de forum), et que les cinq points centraux régionaux de SAICM (ou la personne désignée d'une région par le point central de SAICM) seront également invités à participer comme des membres du groupe de travail
- 5 **Décide** cela, sur la base des recommandations du groupe de travail, et avant le prochain ICCM, le forum VI doit, si c'est décidé ainsi, proposer un projet de décision pour examen possible par l'ICCM,
- 6 **Recommande** pour des raisons de synergies et de rentabilité que l'attention soit portée à la prochaine réunion du forum de l'IFCS qui sera tenu en même temps que d'autres réunions internationales intéressantes telles qu'ICCM
- 7 **Invite** tous les gouvernements, organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales, y compris le secteur privé, à fournir des ressources financières volontaires et des ressources en nature pour soutenir le secrétariat dans l'accomplissement de ses fonctions

## Sujet pour le futur forum IFCS

### 1. Nanoparticules, Nanomaterials, Nanotechnologie : Possibilités et Défis<sup>1</sup>

- Dimension/dialogue publics avec des parties prenantes (public, O.N.G., OCDE et tout autre OIG, science, industrie, syndicats, politique)
- Soutenir les mesures conservatoires en ce qui concerne la salubrité professionnelle, la sûreté du consommateur et l'environnement
- Mesures volontaires de l'industrie (principes de retenue, code de conduite, soin responsable)
- Promotion des inventaires nationaux sur l'utilisation des nanoparticules et le développement des scénarios d'exposition
- Adaptation de la législation existante, si nécessaire; valeurs seuils
- Comment établir le lien entre les pays industriels, les pays en voie de développement et les pays à économies en transitions.

### 2. Persistant, Bioaccumulative et Substances<sup>1,2</sup> Toxiques

- Evaluation du danger, analyse des risques et évaluation des risques
- Risques et évaluation des risques
- Gestion des risques

### 3. Métaux<sup>1</sup>

- Arsenic
- Chrome
- Nickel
- Mercure
- Plomb
- Cadmium
- Autres métaux lourds toxiques

### 4. Substitution/alternatives

- Substitution comme principe
- Substitution des substances
- Substitution des pesticides avec des liens à la réduction de pauvreté
- Substitution dans le cycle de vie de produit (LCA)
- Substitutions à la lumière d'OPS Para. 14 (d) (i)<sup>3</sup>

### 5. Suivi des matières actives existantes

---

<sup>1</sup> Tandis qu'on proposait ces sujets, quelques participants se sont montrés intéressés quand aux propositions marquées avec une référence de bas de page<sup>1</sup>. Quelques intérêts se sont appliqués également aux listes à sous-puces.

<sup>2</sup> Un participant a noté que ceci pourrait mieux être examiné à travers l'objectif OPS 14(d) de la SAICM concernant la priorité de telles substances pour l'évaluation.

<sup>3</sup> " Pour s'assurer d'ici 2020, que les produits chimiques ou les utilisations de produits chimiques, qui posent un risque qui n'est raisonnable et autrement incontrôlable à la santé humaine et à l'environnement<sup>8</sup> fondé sur une base scientifique d'évaluation des risques et une prise en compte des coûts et des avantages aussi bien que sur la disponibilité des produits de remplacement plus sûr et leur efficacité, ne sont plus produits et utilisés pour de tels usages".

<sup>8</sup> "Les groupes de produits chimiques à qui pourraient être donnés la priorité pour l'évaluation et les études apparentées incluent : les substances toxiques bioaccumulatives persistantes (PBTs) : les substances très persistantes et très bioaccumulative ; les produits chimiques cancérigènes ou mutagènes, nuisibles à la reproduction, ou qui affectent les systèmes nerveux ou immunitaire, les perturbateurs endocriniens; les polluants organiques persistants; le mercure et autres produits chimiques préoccupants au niveau mondial; les produits chimiques produits ou utilisés dans des quantités élevées ; les produits chimiques dont les utilisations sont très répandues; et les produits chimiques préoccupants au niveau national."

- Précaution (études de cas/études préliminaires)<sup>1</sup>
  - Produits chimiques et réduction de pauvreté (concentrer sur des pesticides proposés)
  - Ecart d'élargissement
  - Jouets et sûreté chimique
  - Salubrité professionnelle et sécurité
- 6. E-waste**<sup>1,4</sup>
- Dialogue sur des aspects multidimensionnels
  - les articles non inclus sous Bâle tel que les produits vers la fin de vie
  - partage des expériences et de la technologie telle que la réutilisation
- 7. Gestion écologique et intégrée de parasite et de vecteur (au-delà des solutions de rechange)**
- 8. Eau potable : contamination avec des produits chimiques**<sup>2</sup>
- Normes universelles d'eau potable
  - Stratégies de surveillance
  - Stratégies de gestion
  - Augmentation de la capacité dans les pays en voie de développement pour mettre en application des normes et des programmes de contrôle
- 9. Le trafic illégal dans les substances dangereuses et toxiques**<sup>5</sup>
- 10. Stratégie de politique globale de la SAICM (OPS) et plan d'action global (GPA)**<sup>1,2</sup>
- "Les groupes de produits chimiques qui pourraient avoir la priorité pour l'évaluation et les études reliées incluent : substances persistantes, bioaccumulatives et toxiques (SPBTs) ; substances très persistantes et très bioaccumulatives ; produits chimiques qui sont des carcinogènes ou des agents mutagènes ou qui compromettent, entre autres, les systèmes reproducteurs, endocriniens, immunisés, ou nerveux ; polluants organiques persistants (bruits), mercure et d'autres produits chimiques d'importance globale ; produits chimiques produits ou utilisés en volumes élevés ; ceux sujet aux utilisations dispersives larges ; et d'autres produits chimiques d'importance au niveau national."
- 11. SAICM Rédiger le plan d'action global des sujets**<sup>1</sup> de `SAICM/ICCM.1/4 Tableau C<sup>1</sup>
- préparation du rapport d'information objectif pour étayer l'ICCM compte tenu des sujets et des articles dans le Tableau C du document de SAICM/ICCM.1/4<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Quelques participants ont noté que ce résultat pourrait être liée au sujet "métal"

<sup>5</sup> Des résultats de l'atelier de SAICM/UNEP en République Tchèque (6.-8. novembre 2006) devraient être considérés

<sup>6</sup> <http://www.chem.unep.ch/saicm>

### Application de la précaution dans le contexte de la sécurité chimique

Le forum a identifié une série de prochaines étapes potentielles pour soutenir les pays en voie de développement et les pays à économies en transition qui souhaitent utiliser des outils et des approches en appliquant la précaution dans des activités domestiques de gestion des produits chimiques. Le forum a classé les prochaines étapes dans deux secteurs généraux :

1. Fournir aux pays en voie de développement et aux pays à économie en transition des renseignements sur les outils et approches servant à appliquer la précaution dans le domaine domestique, y compris :
  - a. Un portail (des liens à plusieurs outils plutôt que la construction d'une infrastructure entière) combinant les outils de plusieurs parties prenantes pour permettre un accès plus facile par les parties prenantes;
  - b. Des kits d'outils décrivant une série d'outils et d'approches servant à appliquer la précaution, pouvant être utilisés par les pays en voie de développement, les pays à économie en transition, et les autres parties prenantes et qui décrit comment et pourquoi elles peuvent être appliquées selon le contexte de leur application;
  - c. Exemples de cas concrets, positif et négatif, des outils et approches utilisés par les pays et les autres parties prenantes.
  - d. Une liste de points de contact dans chaque pays et les autres parties prenantes pour des informations supplémentaires sur les outils et approches.
2. Renforcement de capacité / initiatives de partage de compétence pour soutenir l'application des outils et des approches servant à appliquer la précaution, y compris:
  - a. Des ateliers communs de renforcement de capacité avec une large participation des parties prenantes ;
  - b. Un dialogue continu parmi les pays et parties prenantes pour partager les expériences et les outils/approches ;
  - c. Projets pilotes dans les pays en voie de développement et les pays à économies de transition sur l'application des outils/approches pour mettre en oeuvre la précaution dans la sécurité des produits chimiques à laquelle toutes les parties prenantes peuvent participer

Identification de l'importance des mécanismes pour :

- le partage de l'information et les leçons tirées des exemples concrets, positives et négatives;
- l'amélioration du dialogue multisectoriel; et
- le renforcement de capacité dans les pays en voie de développement et dans les pays à économie en transition pour l'utilisation des outils et des approches pour prendre des décisions face à l'incertitude et/ou appliquer la précaution dans le contexte domestique.

Le forum demande que des actions soient entreprises d'ici le forum VI pour mettre en oeuvre les prochaines étapes identifiées avec l'intention de contribuer à l'exécution du SAICM. L'exécution de ces étapes devrait considérer :

- (1) la portée des approches et des outils à inclure dans l'information partagée et le compétence-partage ;
- (2) les contextes domestiques variables de normalisation, de politique et d'application ;
- (3) initiatives courantes conduites par OIG et gouvernements pour réduire au minimum la duplication des efforts et pour augmenter la collaboration
- (4) manières de rendre les outils existants plus accessibles aux gouvernements et aux parties prenantes dans les pays en voie de développement
- (5) secteurs possibles pour des projets pilotes nationaux ; et
- (6) sources possibles d'aide financière volontaire pour mettre en application les actions identifiées

Le forum invite et encourage des participants d'IFCS à rendre disponible de tels informations, aides, et outils et approches comme décrit ci-dessus.

## **Métaux lourds – Y a-t-il besoin d'actions complémentaires? Le rapport de Budapest sur le mercure, le plomb et le cadmium**

*Après s'être réuni* à Budapest, sur l'invitation du gouvernement de la Hongrie à la cinquième session du forum intergouvernemental sur la sûreté chimique du 25 au 29 septembre 2006 [et à l'événement latéral sur les métaux lourds commandité par la Suisse le 2006 23 septembre

Nous *Reconnaissons* les effets du mercure, du plomb et du cadmium sur l'environnement et la santé dans le monde entier

Nous admettons le courant et les actions internationales prévues pour favoriser la réduction de risque de mercure, de plomb et de cadmium dans d'autres forums tels qu'UNEP, OMS (WHO), ONUDI, UNITAR, UNECE, OCDE (OCDE) et la Conférence Internationale sur la Gestion de Produits Chimiques (ICCM).

Nous sommes conscient, par exemple, du travail continu dans le programme de mercure global d'UNEP et notons que des évaluations globales sur le cadmium et le plomb doivent être rapportées au Conseil Régissant d'UNEP en 2007.

En outre, nous sommes conscient du souci des pays en voie de développement concernant les exportations des produits restreints à ces nations

*En outre*, nous reconnaissons que les risques du mercure, du plomb et du cadmium doivent être affrontés par encore d'autres actions globales, régionales, nationales et locales, comme appropriées.

*Egalement, identifiant* que les efforts en cours pour minimiser l'utilisation et réduire au minimum les dégagements de mercure n'ont pas encore été entièrement adressés aux risques globaux et ont besoin d'être augmenté et de manière adéquate.

Nous reconnaissons l'importance de la conscience publique, de la communication, de l'échange d'information, de l'éducation à tous les niveaux et de l'augmentation des capacités pour l'exécution des mesures de réduction de risques liés au mercure, au plomb et au cadmium.

*Nous réaffirmons* notre engagement à la déclaration de Bahia sur la sécurité chimique et à la déclaration de Dubaï sur la gestion internationale de produits chimiques, et spécifiquement aux buts principaux décrits dans de l'ordre du jour 21, du chapitre 19, du forum III document *Priorités pour l'action au delà de 2000*, plan de Johannesburg pour la mise en oeuvre paragraphe 23.g, et aux buts de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) de la stratégie de politique globale de SAICM, paragraphe 14.

1. Nous appelons les participants d'IFCS à lancer des actions en direction de la santé et des incidences sur l'environnement du mercure, du plomb et du cadmium.

2. Nous invitons l'OMS et d'autres pour re-mettre en oeuvre, compléter et élargir des actions dans ce but

3. Nous incitons les participants d'IFCS à lancer, à continuer, et à intensifier des actions appropriées pour réduire l'approvisionnement excessif en mercure sur une échelle globale par une variété de mesures possibles, telles qu'une prohibition d'exportation empêchant le mercure excessif de réintroduire le marché global et une élimination globale de la production primaire du mercure ;

4. Nous invitons les pays, les organismes régionaux d'intégration économique et les parties prenantes, en particulier les industries, à considérer et le cas échéant à utiliser une variété d'activités comprenant l'utilisation dans l'environnement sain, le stockage, la réutilisation et la disposition du mercure, du plomb et du cadmium, les programmes d'associations et les accords volontaires à côté des instruments

contraignants comme appropriés, à favoriser la gestion des problèmes liés au mercure, le plomb et le cadmium ;

5. Nous invitons le Conseil Régissant l'UNEP à [considérons renforcé] renforcer les actions volontaires au niveau global pour le mercure, le plomb et le cadmium ;

6. Nous invitons en outre le Conseil régissant d'UNEP, aussi bien que des associations, et d'autres activités, en plus des discussions continues sur ces sujets, à accorder une priorité élevée à considérer de nouvelles mesures d'examen des risques du mercure sur la santé humaine et sur l'environnement et, des mesures, comme approprié, sur le plomb et le cadmium, en évaluant le besoin davantage d'action et compte tenu d'une gamme d'options, y compris la possibilité d'établir un instrument légalement obligatoire ;

7. Nous invitons le Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement à étudier, lors de la 24<sup>ème</sup> session du Conseil Régissant l'UNEP, la mise en place d'un usage global du mercure et/ou d'un but de réduction de dégagement ;

8. Nous encourageons les participants de l'IFCS à soutenir et contribuer aux discussions supplémentaires sur l'ICCM dans le cadre de la SAICM pour la réduction des risques du mercure, du plomb et du cadmium avec un accent particulier sur les besoins des pays en voie de développement et des pays à économies en voie de transition.

9. En outre, nous encourageons les participants à l'IFCS à soutenir et à contribuer pour les associations globales pour des réductions de mercure

10. Nous encourageons l'ICCM dans le cadre de la SAICM à tenir compte des décisions possibles prises par le Conseil d'administration de l'UNEP, à étudier des actions locale, nationale, régionale et globale appropriées au niveau du mercure, du plomb et du cadmium avec l'accent particulier sur les besoins des pays en voie de développement et des pays économies en voie de transition

11. Nous appelons les pays développés ainsi que d'autres pays qui en sont capables, à soutenir ces activités

Les participants du forum V remercient le gouvernement de la Suisse de sa générosité et son initiative en commanditant un événement latéral utile sur les métaux lourds à Budapest le 23 septembre 2006.

## Jouets et Sécurité Chimique

Le forum a pris en considération les risques chimiques potentiels concernant les jouets liés aux expositions chimiques, la question de la nuisance apparentée à la prédominance du produit chimique, les approches courantes adoptées pour évaluer le risque chimique potentiel, et les actions pour protéger les enfants contre les nuisances des produits chimiques dans les jouets.

Le forum a recommandé les mesures suivantes :

1. Etant donné l'augmentation potentielle des expositions et/ou des vulnérabilités des enfants aux produits chimiques, et le manque d'informations scientifiques au sujet des produits chimiques dans les jouets et de leur impact sur la santé infantile, le forum encourage l'utilisation d'une gamme d'outils et d'approches y compris la prévention et la précaution afin de s'assurer que les jouets sont sûrs. De tels outils et approches devraient être employés par les
  - concepteurs et fabricants des jouets
  - décideurs dans l'approvisionnement et les ventes des jouets
  - gouvernements et régulateurs fonctionnant dans le secteur de la sûreté des jouets
2. Etant donné les lacunes de l'information qui existent, le forum encourage le dialogue parmi les gouvernements, les fabricants de jouets y compris ceux dans le secteur informel dans les pays en voie de développement et les pays en voie de transition, les détaillants, les groupes de consommateurs, et les parties prenantes pour
  - Identifier les produits chimiques concernés utilisés dans les jouets et les options potentielles de substitution
  - Développer les stratégies pour partager l'information sur des produits chimiques généralement utilisés dans des jouets et les effets nuisibles de leur utilisation
  - Encourager les pays et les régions à développer et à partager les résultats de la surveillance de teneur chimique des jouets avec d'autres pays et toutes les parties prenantes
  - Favoriser la recherche sur les impacts des produits chimiques sur la sécurité du produit et la santé infantile dans le contexte de l'utilisation du jouet
  - Soutenir les efforts éducatifs pour augmenter la conscience sur les questions de la sûreté chimique et des jouets parmi les groupes critiques tels que les parents et les enfants, les professionnels de la santé, les entreprises de petites et moyennes gammes et les industries familiales et le secteur informel.
3. Etant donné le commerce international croissant dans les jouets (y compris sur l'Internet) et, globalement, des différences existantes dans les normes de sûreté des jouets, les gouvernements et l'industrie sont encouragés à travailler dans le développement des conseils pour la sûreté des jouets et l'harmonisation des conseils internationaux pour la sûreté chimique dans les jouets. Les domaines importants à adresser peuvent inclure
  - Détermination et documentation de la teneur chimique des jouets
  - Actions vers l'élimination de l'utilisation dans les jouets des substances toxiques connues telles que le plomb et le mercure, qui sont susceptibles d'avoir comme conséquence des effets toxiques défavorables
  - Actions pour protéger les enfants contre l'exposition aux produits chimiques dangereux dans des jouets
  - Label de sûreté

## SOMMAIRE DE LA REUNION

### OUVERTURE DU FORUM

1. La Cinquième Session du Forum Intergouvernemental sur la Sécurité Chimique (Forum IV) s'est déroulée entre le 25 et le 29 septembre à Budapest, en Hongrie, accueilli par le Gouvernement hongrois. Quatre-vingt-seize gouvernements ont participé à la réunion avec trente représentants venant de onze organisations intergouvernementales (OIG) et quatre-vingt-sept représentants venant de cinquante-et-une organisations non-gouvernementales (ONG). La liste des participants est disponible dans l'Annexe 6. Dr Suwit Wibulpolprasert (Thaïlande) a assuré le rôle de Président, M. David Brown (USA), Prof. Jamidu Katima (Tanzanie), Prof. B. Kurlyandskiy (Fédération de Russie), Dr Ethelyn P. Nieto (Philippines) et M. Julio Monreal Urrutia (Chili) ont assuré les rôles de Vice-Présidents. Le Forum a désigné Dr Jules de Kom (Suriname) Rapporteur pour le Forum V.

2. Le Président de l'IFCS, Dr. Suwit Wibulpolprasert, Conseiller Supérieur sur l'Economie de, la Santé du Ministère de la Santé Publique, en Thaïlande, a salué les participants et a tenu son discours d'ouverture en mettant l'accent sur le caractère crucial de la transparence, de l'ouverture et de l'intégration du processus décisionnel et de l'esprit de l'IFCS. Mme Katalin Szili, Présidente du Parlement en Hongrie, a souligné les efforts accrus de son gouvernement pour préserver la santé publique des menaces chimiques et a invité les participants à identifier des méthodes dans l'objectif d'une gestion sûre des produits chimiques. Dr. Lajos Molnár, Ministre de la Santé en Hongrie a relevé l'importance des mesures à prendre en matière de gestion des produits chimiques, compris le développement d'une base des données de sécurité chimique et l'augmentation de la vigilance publique, en particulier relative aux groupes vulnérables. Dr. Miklós Persányi, Ministre de l'Environnement et de le Gestion des Eaux en Hongrie, a noté l'importance du rôle de l'IFCS dans l'application du SAICM et a recommandé le renforcement de l'IFCS pour que cette entité puisse continuer à être employé pour soutenir la gestion saine des produits chimiques.

3. La session d'ouverture a continué ensuite par les discours des intervenants principaux, dont Son Excellence Dr Fatemeh Vaez Javadi, Vice-Président et chef de département de l'environnement de la République islamique d'Iran, qui a souligné que l'écart se creuse entre les pays développés, les pays en voie de développement et les pays à économie en transition concernant leur capacité à gérer les menaces chimiques sur la santé humaine et l'environnement, et a insisté sur l'importance de donner la priorité au support pour l'échange des informations et le transfert des technologies. Dr. Joël Forman, Ecole de Médecine du Mont Sinaï aux Etats-Unis, a relevé les conséquences d'une exposition précoce aux produits chimiques sur la santé des enfants, soulignant le coût social et économique élevé provenant de cette exposition, et il a appelé à une politique globale de santé publique relative aux produits chimiques. Mme Virgie Dammay, Alliance des Paysans dans le Cordillera Homeland, Philippines, a déclaré que l'utilisation des produits chimiques dans l'agriculture est significativement responsable des impacts sur la santé des communautés agricoles. Elle a présenté le système agricole traditionnel durable qui est promu par son organisation et qui n'a recours à aucun produit chimique synthétique réduisant le risque sur la santé. Anabela Lemos, Justice Environnementale au Mozambique, a présenté son rapport sur les efforts de la société civile pour arrêter les méthodes d'application non-sûre des produits chimiques au Mozambique, remarquant qu'une participation informée de la société civile dans les processus d'élaboration des politiques sur les produits chimiques épargne du temps et de l'argent, augmente la prise de conscience et permet à la population locale de s'engager dans l'action.

4. La Session d'Ouverture a continué par l'attribution du Prix De Reconnaissance Spécial par le Président de l'IFCS, reconnaissant les contributions exceptionnelles à un sujet spécial relatif à la sécurité chimique, et du Prix du Mérite, reconnaissant l'ensemble des contributions à la sécurité chimique. Professeur Docteur Son Altesse Royale la Princesse Chulabhorn Mahidol de Thaïlande et l'Institut de Recherche Chulabhorn ont reçu le Prix de Reconnaissance Spécial pour les efforts exceptionnels afin d'augmenter les capacités et les possibilités scientifiques et techniques

pour la sûreté chimique à travers le travail et les accomplissements de l'institut de recherche de recherche de Chulabhorn. Le prix reconnaît avec une profonde gratitude les contributions spéciales aux buts de la sûreté chimique globale qui ont été faits par l'éducation et les programmes scientifiques d'échange à l'institut de recherche de recherche de Chulabhorn. L'éventail de formations spécialisées en sciences et technologies, en particulier en toxicologie, fournie par l'institut de recherche de recherche de Chulabhorn contribue substantivement à mettre en place les ressources humaines et l'expertise nationales et régionales qui sont une condition essentielle pour la sûreté chimique. En acceptant le prix, Professeur Docteur Son Altesse Royale la Princesse Chulabhorn Mahidol de Thaïlande a souligné l'importance du renforcement des efforts concernant le développement des capacités dans les pays en voie de développement et le rôle important que joue l'IFCS dans l'encouragement du développement des capacités pour que les parties prenantes puissent travailler de façon plus efficace dans le but d'atteindre la sécurité des produits chimiques.

5. Monsieur Roy Hickman, Canada, et le prof. Dr Ulrich Schlottmann, Allemagne, ont été récompensés par le prix du mérite. Monsieur Hickman a été salué pour son rôle substantif de direction dans la conceptualisation et la planification pour l'IFCS amenant à UNCED et suivant l'adoption de l'ordre du jour 21 aussi bien que pour sa direction comme président de l'IFCS de 1997 à 2000 surveillant la préparation des priorités de l'IFCS pour l'action au delà de 2000 et la déclaration de Bahia. La valeur de ces documents a été reconnue par le sommet mondial sur le développement durable qui les a réclamé pour s'en servir de base au développement d'une approche stratégique à la gestion internationale des produits chimiques. Pendant plus de 30 années, Monsieur Hickman a assuré la direction et les conseils sur un éventail de sujets et questions en tant que membre ou siégeant à de nombreux comités et de programmes régionaux et internationaux dans des organismes internationaux. Le Prof. Dr Schlottmann a été reconnu pour ses contributions actives pendant plus de trois décennies à l'avancement de la sécurité chimique aux niveaux nationaux, régionaux et internationaux. Le Prof. Schlottmann est en unique posture de participer et de contribuer au travail de la plupart des organismes et corps internationaux fonctionnant dans le domaine de la sécurité chimique. Il a mené la direction et la politique transversale d'avant-garde pour guider les efforts internationaux et les réalisations fonctionnant. Il était également l'initiateur de la conférence ministérielle européenne sur la santé et l'environnement en 1989 qui a eue comme conséquence le renforcement des travaux de liaison sur la santé et l'environnement en Europe. Cette approche a servi de modèle à d'autres régions du monde. Par son engagement et son attachement personnels, le prof. Dr Schlottmann a soutenu et a favorisé la gestion saine des produits chimiques dans les pays en voie de développement et les pays à économie en transition. Il était le catalyseur pour la mise en place "du professeur aîné Service pour la durabilité et la sécurité chimique", un projet de partenariat coparticipatif, bâti par l'UNESCO, sur un Master scolaire de cours de sciences pour les spécialistes de sciences naturelles. Le Prof. Dr Schlottmann a fourni un message au forum V de la part de Monsieur Hickman qui ne pouvait pas être présent. Dans son message, Monsieur Hickman a souligné le progrès important qui a été accompli pendant la dernière décennie et l'importance de regarder vers l'avant. Le Prof. Dr Schlottmann, dans ses remarques, a souligné la pertinence du forum V pour décider du futur de l'IFCS, a passé en revue les réalisations de l'IFCS, et a mis en valeur l'esprit de l'IFCS de la coopération et de la franchise.

## **RAPPORT PERIODIQUE DU PRESIDENT**

6. Le président d'IFCS a présenté son rapport sur l'état d'avancement, un compte rendu historique sur les efforts internationaux de gestion des produits chimiques et sur les 12 années depuis l'établissement de l'IFCS concluant avec sa perspective du futur de la sûreté chimique globale. Son rapport met en avant l'expérience précieuse accumulée par l'IFCS en collaboration globale sur la sécurité chimique dans le but d'aider tout intéressé à réfléchir sur les meilleures pratiques et les leçons apprises et pour identifier, en avance, la manière pour réaliser davantage. Le président a cité la "triangle qui déplace la montagne" stratégie proposée par le professeur Prawase Wasi, un éminent penseur social, comme un modèle pour les importantes tâches à venir. La stratégie est un triangle travaillant vers le développement durable et paisible et consiste à la production et à la gestion de la

connaissance, aux recommandations et à la politique sociale et à la défense des droits et aux recommandations politiques. Il a souligné que les caractéristiques les plus importantes d'un mécanisme efficace sont les associations égales et entières, la transparence, et une structure et un processus horizontaux

7. Le Président de l'IFCS a présenté ses remerciements particuliers au Docteur Georg Karlaganis (Suisse), au Professeur Jamidu Katima (Tanzanie) et au Docteur Romeo Quijano (Réseau d'Actions de Pesticides, Philippines) pour leur travail et leur contribution exceptionnelle aux efforts de l'IFCS.

## **SUJETS ORGANISATIONNELS RELATIFS AU FORUM IV**

8. La secrétaire de direction de l'IFCS a présenté son rapport sur les préparatifs du Forum V. Elle a remarqué le travail du Comité Permanent du Forum (FSC) qui s'est rencontré par téléconférences et lors de trois réunions en face-à-face entre le Forum IV et le Forum V. Il a également expliqué que l'ordre du jour du Forum V a été élaboré par l'IFCS, suivant la pratique IFCS d'une approche de sponsoring principal. L'emploi du temps proposé pour le Forum V a été élaboré de façon à permettre aux groupes régionaux de disposer du temps adéquat pour la discussion et la formulation des recommandations régionales qui seront par la suite présentées en session plénière.

### **Proposition de l'ordre du jour provisoire et de l'emploi du temps**

9. Le Président a présenté la Proposition de l'Ordre du Jour Temporaire (IFCS/ForumV/01w), l'ordre du jour annoté temporaire proposé (IFCS/ForumV/02w) et la Proposition de l'Emploi du Temps Détaillé du Forum IV (IFCS/ForumV/01w and 03w).

Il a tenu une brève introduction sur les points de l'ordre du jour et a souligné les problèmes à considérer et les actions requises.

10. Le Forum a adopté la Proposition de l'Ordre du Jour Provisoire avec la proposition l'Emploi du Temps.

11. Une série d'événements latéraux et de déjeuners informels de présentations sur des sujets spéciaux ont été organisés par plusieurs groupes de participants. Ceux-ci inclus : La santé et les soucis environnementaux en lien avec les métaux lourds ; besoins globaux davantage d'actions ? (sponsor gouvernement Suisse), outils essentiels pour la sûreté chimique - IPCS INCHEM et INTOX (sponsor OMS (WHO)/IPCS), outil de ressource- gestion saine des pesticides et du diagnostic et traitement de l'empoisonnement de pesticide (sponsors OMS, UNEP, université Sains en Malaisie), Coopération Sud-Sud (sponsor secrétariat du SAICM), amiante - une menace globale (sponsor ICFTU), nuisance chimique et maladie chronique : Une vue d'ensemble des études récentes liant des expositions chimiques toxiques aux résultats de santé (sponsor RIEPOP), les initiatives chimiques globales de base de données (sponsor bibliothèque nationale de médecine, Etats-Unis), les activités de l'ONUDI (UNIDO) sur des produits chimiques (sponsor ONUDI), le SGH (sponsors UNITAR, OIT, OCDE), la sécurité écologique et la gestion intégrées de vecteur et de parasite (sponsor réseau d'action de pesticides).

## **LES POINTS ADMINISTRATIFS DE L'IFCS**

### **L'Etat Financier de l'IFCS**

12. Le Secrétariat a présenté les états financiers de l'IFCS (IFCS/FORUM-IV/06w) qui contiennent des informations sur le fonds fiduciaire pour les dispositions administratives et relatives à l'organisation, sur les contributions en nature et sur les fonds de jumelage (gouvernements et ONG). L'Allemagne, la Suisse, le Centre Canadien d'Hygiène et de Sécurité au Travail (CCHST), l'Organisation pour l'Interdiction des Armes chimiques (OIAC), et le réseau international pour l'élimination des Polluants organiques persistants (RIEPOP) ont été remerciés pour leur contribution

aux fonds de jumelage pour appuyer la participation au Forum V. Suivant sa considération et sa décision sur le futur d'IFCS (le point 5 de l'ordre du jour), le forum a approuvé le budget proposé pour 2007-2008. (annexe 3).

13. Pendant la discussion sur le futur d'IFCS, le réseau d'action de pesticides a annoncé de nombreux engagements pour l'aide financière des organisations non-gouvernementales et des particuliers pour soutenir les travaux futurs d'IFCS, et a invité d'autres gouvernements et organisations non-gouvernementales à contribuer. L'Allemagne a réitéré son engagement de 103 000 € La Suisse a souligné son engagement pour assurer la gestion de produits chimiques, pour un régime international fort et efficace de produits chimiques, et à IFCS, et a annoncé une contribution financière de 50,000 Dollars Américains par an au budget noyau de l'IFCS, avec de possibles contributions aimables telles que la réunion gratuite à Genève ou le travail sur les questions spécifiques comme a été fait dans le passé par exemple pour les métaux lourds, et une aide financière complémentaire possible pour des activités spécifiques comme pour la conférence d'événement parallèle sur les métaux lourds ou les préparations du forum V. La Thaïlande a annoncé une contribution d'au moins 75 000 Dollars Américains sur trois ans, cette proposition étant soumise à l'approbation de gouvernement. RIEPOP s'est engagé à augmenter de 15 000 Dollars Américains pour assurer la participation d'O.N.G. au forum VI, comme cela a été fait pour le forum V. L'alliance des paysans dans la patrie de la Cordillère a fait un engagement symbolique de 10 Dollars Américains, afin de montrer que l'IFCS est un forum important pour communiquer les opinions du peuple autochtone. Des contributions financières ont été annoncées par Trinité-et-Tabago (1000 Dollars Américains par an), la Tanzanie (1000 Dollars Américains), les Philippines (1000 Dollars Américains), la société internationale des médecins pour l'environnement (ISDE) international (500 Dollars Américains), l'ISDE Autriche (1000 Dollars Américains), Asociación Argentina Médicos por el Medio Ambiente (AMMA) (500 Dollars Américains) l'ordre du jour pour l'environnement et le développement responsable de Tanzanie (1000 Dollars Américains), l'association Asie-Pacifique des toxicologues médicaux (500 Dollars Américains), le réseau toxique national d'Australie (100 Dollars Américains), THANAL Kerala, Inde (200 Dollars Américains), PAN International (1000 Dollars Américains), les femmes arméniennes pour la santé et l'environnement sain (100 Dollars Américains), la Fondation pour la Réalisation des Idées (FRI), Belarus (100 Dollars Américains), les syndicats (ICFTU) (1000 Dollars Américains), le Centre de Lowell pour la Production Durable (1000 Dollars Américains + en nature du temps de personnel (100 heures)), médecins pour la responsabilité sociale, et le Kenya (100 Dollars Américains). Le Nigéria s'est engagée à fournir les ressources en nature aussi bien qu'une contribution financière non spécifiée. Un certain nombre de particuliers se sont également engagés à des contributions financières et en nature : E. Nieto (100 Dollars Américains plus la contribution additionnelle en plusieurs mois), F. Morales (10 Dollars Américains), R. Quijano (50 Dollars Américains), S. Rengam (50 Dollars Américains), M. C. Colonzo (50 Dollars Américains), A. Lemos (50 Dollars Américains), J. Weinberg et famille (1000 Dollars Américains), G. Wisner et famille (100 Dollars Américains), B. Beeler et famille (100 Dollars Américains), S. Wibulpolprasert et épouse (500 Dollars Américains), J. Mourin (50 Dollars Américains), M. Watts (50 Dollars Américains), A. von Hildebrand et son épouse (183 euros), P. Chemin (100 euros minimum), T. Fukushima (5000 Forint), A. Ogihara (2000 Forints), délégué Japonais (2000 Forint), G. Karlaganis et son épouse (400 Dollars Américains), K. Shea (100 heures de travail). Dans les donateurs informels se réunissant, les représentants de Chypre, de la France, de la Norvège et de la République de la Corée ont déclaré qu'ils discuteront des possibilités de financement avec des ministères de gouvernement. Le Japon a indiqué qu'il contribuerait en 2007 (de niveau à ne pas excéder contribution 2006). Le Canada et les Etats-Unis ont offert des contributions en nature d'appui à travers les dispositions pour le FSC et les téléconférences de groupe de travail.

## **LE FUTUR DE L'IFCS**

14. Dr. George Karlaganis (Suisse), le sponsor principal du sujet à l'ordre du jour, a présenté au Forum V le document « L'idée de départ l'avenir de l'IFCS », préparé par le FSC (IFCS/FORUM-V/02-TS). Dr. Karlaganis a expliqué qu'à la lumière de l'adoption de l'approche stratégique de la

gestion internationale des produits chimiques (SAICM), le Forum devrait débattre sur le rôle et la fonction de l'IFCS et se mettre d'accord sur ces aspects dans ce nouveau régime international renforcé des produits chimiques. La présentation a évoqué l'histoire et les succès de l'IFCS ainsi que les options qui peuvent s'ouvrir devant lui à l'avenir. La fonction de l'IFCS en tant que forum remue-méninges et de discussion, y compris la discussion des nouveaux problèmes émergents a été soulignée.

15. Au cours de la discussion, les participants se sont mis d'accord sur l'importance d'un puissant régime international des produits chimiques qui était rentable et non en double emploi. Le rôle à valeur ajoutée de l'IFCS contribuant à l'exécution de SAICM a été souligné par les régions africaines, latino-américaines et des Caraïbes, et les régions européennes centrales et orientales. Beaucoup de participants ont réclamé une approche de soutien mutuelle pour la SAICM et l'IFCS soulignant les besoins de réglages des deux politiques et des forums de réflexion. La majorité des participants a insisté sur l'importance de continuer l'IFCS en tant qu'interaction de soutien de processus entier, ouvert et transparent entre les gouvernements et parties prenantes. Un participant a expliqué sa proposition sur le déclin de l'IFCS ou sa fusion avec ICCM/ SAICM. La plupart des participants ont souligné la nécessité de la continuité de l'IFCS servant de pont entre la science et la politique et de discuter de problèmes et établir un consensus dans un cadre plus dépolitisé que l'ICCM ; problèmes tels que le tableau C non définie du plan d'action global de l'ébauche SAICM (de document SAICM/ICCM.1/4) et des lacunes par rapport au chapitre 19 de l'ordre du jour 21. forum de discussion des problèmes dans un cadre moins politique que celui de ICCM et ont remarqué que même si le SAICM pouvait l'incorporer, cela ne pourrait pas se passer avant 2009. Quelques participants ont considéré que ce problème devrait être désigné irrésolu à l'Annexe III du SCAIM Plan d'Action Global et les écarts en relation au Chapitre 10 de l'Agenda 21. Plusieurs ont noté que dans le cas où l'IFCS pourrait être intégré avec la SAICM, ceci ne pourrait pas se produire avant ICCM2 en 2009

16. Les participants se sont mis d'accord sur l'établissement d'un groupe de travail ad hoc pour continuer la discussion sur l'avenir de l'IFCS et aboutir à une proposition de résolution. Le groupe a été présidé par le Dr. Karlaganis.

17. Le groupe de travail ad hoc présenté ses conclusions à la séance plénière du vendredi 29 septembre. Le forum V a adopté à l'unanimité une résolution concernant le futur de l'IFCS qui note le rôle unique que le forum a dans le régime international des produits chimiques, qui identifie les souhaits de l'IFCS de continuer à enrichir l'application de la SAICM, la nécessité d'éviter le double emploi et d'employer des ressources efficacement, et qui établit un groupe de travail pour préparer un projet de décision pour le forum VI sur le futurs rôle et les futures fonctions de l'IFCS y compris des accords institutionnels et son rapport possible avec l'ICCM. Le forum VI, s'il en décide ainsi, peut proposer un projet de décision pour l'examen possible par l'ICCM. La résolution peut être trouvée dans sommaire exécutif

## **L'AVENIR DE L'IFCS – LES SUJETS POSSIBLES POUR LE FORUM DANS L'AVENIR**

18. Dr. George Karlaganis (Suisse) a présenté les sujets possibles pour le Forum VI. Il a proposé que la prochaine réunion devrait être tenue sur les nanomatériaux comme sujet principal car ce sujet gagnera de l'importance au cours des années à venir et les défis scientifiques et régulateurs sont larges. De surcroît, il a été proposé que plusieurs groupes de substances prioritaires puissent être retenues comme sujet, comme par exemple les SPBT, vPvB, CMR et les interrupteurs endocrines. Métaux, comme le plomb, le cadmium ; le mercure, l'arsenic, le chrome et le nickel peuvent également devenir sujets. Sont également à retenir comme sujets possibles la précaution, l'écart qui se creuse, les produits chimiques et la pauvreté, l'écart qui se creuse et jouets et sécurité chimique.

19. Au cours de la discussion, de nombreux participants ont soutenu la proposition sur le sujet des nanomatériaux, tandis que certains étaient contre. L'OCDE a parlé de son travail en cours, notant la nature difficile du travail, et a invité les pays hors OCDE à participer à la discussion. De nombreux

pays ont soutenu l'idée de la discussion sur des groupes de substances prioritaires, y compris les métaux et la continuation des discussions sur la pauvreté, les produits chimiques et l'écart qui se creuse. D'autres sujets ont été proposés, comme celui de déchets dangereux, en particulier le E-déchets, les articles dans la table C du document SAICM/ICCM.1/4 de SAICM, les groupes de produits chimiques qui pourraient être prioritaires pour l'évaluation et la substitution reliée d'études énumérées dans la stratégie politique globale de la SAICM et le plan d'action global (SAICM/ICCM.1/7, 8 mars 2006), et le commerce illégal. Plusieurs participants ont souligné la nécessité d'éviter le double emploi du travail en cours dans d'autres forum ; un certain nombre de participants ont noté que l'IFCS adresserait différents aspects des sujets et ainsi ne pas faire double emploi donc mais être complémentaire et appuyer le travail dans d'autres forum. Le président d'IFCS a rappelé la résolution 3 de l'ICCM au forum dans laquelle "la conférence reconnaissant" le rôle unique, à plusieurs facettes et significatif que le forum intergouvernemental sur la sûreté chimique a joué dans le secteur de la gestion saine des produits chimiques au niveau international, régional et national, 1. Invite le forum à poursuivre son rôle important en offrant un forum entier, ouvert et transparent pour discuter des problèmes d'intérêt commun et aussi de problèmes nouveaux et naissants, et pour continuer à contribuer par ceci à l'exécution de l'approche stratégique à la gestion internationale des produits chimiques et du travail d'autres organisations et institutions internationales produits-connexes ; 2. Invite le secrétariat stratégique d'approche à établir et maintenir des relations de travail avec le forum afin d'utiliser son expertise."

20. En session plénière suivante, le Docteur G. Karlaganis a présenté une liste annotée de sujets possibles pour la prochaine réunion du forum pour avis de la session plénière. La liste a tenu compte des discussions plénières. Les participants ont exprimé le soutien à une gamme de sujets en particulier substitution/alternatives et des sujets liés à la réduction de pauvreté, et les nanoparticules/nanomatériels/nanotechnologie. Un certain nombre de participants ont souhaité se concentrer sur 1 ou 2 matières pour une discussion détaillée (par exemple des nanoparticules et/ou substitution/alternatives) pendant plusieurs jours avec le reste du temps étant consacré à d'autres matières en sessions plus courtes.

21. Le forum a étudié plusieurs options pour le procédé de sélection et de préparation des sujets pour le futur ordre du jour de forum. Un participant était favorable du fait que le Forum V prenne une décision, d'autres ont proposé un processus sur la base du consensus par le FSC, d'autres étaient de l'avis que le travail devrait essayer d'obtenir le consensus mais ne devrait pas être limité au simple consensus. La majorité a soutenu un processus dans lequel le FSC estimerait des sujets et guiderait le processus de préparation. Le président a attiré l'attention du forum sur le paragraphe 14 du mandat d'IFCS qui énonce : "14. Ordre du jour : Le secrétariat, en consultation avec et sous les conseils du président du forum, préparera un ordre du jour temporaire pour chaque session du forum, y compris une recommandation pour le rapporteur de réunion. Tout participant au forum peut inviter le secrétariat à inclure les articles spécifiques dans l'ordre du jour temporaire avant sa distribution. L'ordre du jour temporaire sera communiqué à tous les participants au forum au moins deux mois avant l'ouverture de la session. Après la communication de l'ordre du jour temporaire et avant l'adoption de l'ordre du jour par le forum, les participants peuvent proposer seulement des articles d'une nature importante et urgente." Le président a reconnu les avantages du consensus et a proposé que le mandat de l'IFCS soit poursuivi et que le FSC guide le processus du développement des matériels et des documents de réunion suivant la pratique de l'approche du pays leader/sponsor/organisateur à préparer des matériaux pour les points de l'ordre du jour prenant en compte les données et les intérêts fournis par les participants de Forum V. Le forum était d'accord avec la proposition.

22. La liste des sujets pour le futur Forum de l'IFCS a été adoptée par le Forum V et est présentée dans le Résumé d'orientation.

## **LA GESTION PRONONCEE DES PRODUITS CHIMIQUES ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE**

23. Dr. Michael Dreyer (Allemagne), principal sponsor du point de l'ordre du jour, a ouvert la session et a présenté l'animatrice Dr Maria Neira, Directrice du Département pour la protection de l'environnement humain (OMS). Dr Neira a souligné le lien important qui relie la pauvreté et la santé de l'environnement en mentionnant un incident récent où le conseil de l'OMS a été sollicité pour aider à répondre au déversement de 5000 tonnes de déchets chimiques dans 13 villes de la Côte d'Ivoire avec 70 000 malades soignés par les établissements de soins et 8 morts, parmi lesquels des enfants.

Prof. Lynn Goldman (USA) a présenté au Forum V le document « La Réduction de la Pauvreté et la Gestion Raisonnée des Produits Chimiques » (IFCS/Forum V/04-TS). Les intervenants énumérés ci-dessous ont parlé des sujets ci-présent :

- Prof. Lynn Goldman (USA) « Perspectives de Santé Publique : Produits toxiques et Pauvreté ».
- Mme Jill Hanna (EU) « Comment convaincre les donateurs d'aide que la gestion raisonnée des produits chimiques fait partie de l'éradication de la pauvreté – une perspective de la Commission européenne ».
- Mme Sarojeni Rengam, (PAN - Asie et Pacifique) « Pauvreté et pesticides : protection de la santé et de l'environnement ».
- M. Nelson Manda (Zambie) « Gestion raisonnée des produits chimiques dans les pays hors OCDE ».

24. La discussion s'est focalisée sur l'importance de la gestion des produits chimiques et ses conclusions sur le développement du dialogue entre donateurs et receveurs. Les problèmes de la gestion saine des produits chimiques et la réduction de la pauvreté devraient être débattus dans divers forums. Il a été remarqué que la gestion raisonnée des produits chimiques manque de façon significative dans les documents sur la stratégie de réduction de la pauvreté de la Banque Mondiale et que ces conseils pratiques sont nécessaires pour aider les pays à inclure ce problème important dans les efforts de réduction de la pauvreté. Un certains nombres de participants ont insisté sur le fait que les liaisons entre la gestion saine des produits chimiques et la réduction de la pauvreté devrait être intégré en adressant les différents sujets de gestion des produits chimiques.

## **APPLICATION DE PRECAUTION DANS LE CONTEXTE DE SECURITE CHIMIQUE**

25. Joël Tickner (Centre de Lowell pour la Production Durable, USA), le parrain principal du sujet a remarqué que malgré l'inclusion de la précaution dans plusieurs accords internationaux récents sur les produits chimiques, il est tout de même nécessaire de promouvoir les connaissances relatives aux différences des législations intérieures et comment des décisions sont prises dans un contexte d'incertitude. Il a relevé que la raison de la tenue de cette session était d'avoir une discussion ouverte sur l'application de la précaution, y compris les moyens et les approches des preneurs de décisions (en particulier dans les pays en voie de développement et les pays à économie en transition), et les mesures prochaines à prendre. L'objectif n'était pas de définir ou de redéfinir la notion de la précaution, mais de mettre l'accent sur l'application directe, c'est-à-dire exclure les discussions sur des considérations juridiques ou commerciales, sauf si reliées aux moyens et approches de la précaution ou prise de décision dans un contexte d'insécurité.

26. La session a commencée par une série de présentations de la part des gouvernements et d'autres parties prenantes d'une large échelle de régions sur les moyens et les approches dans l'application de la précaution/prise de décisions dans un contexte d'insécurité en vue des risques chimiques. Les intervenants énumérés ci-dessous ont fait une présentation sur les sujets suivants :

- Dr Joel Tickner “What the session is about, setting the scene”

- Dr Franz Perrez (Suisse) “Tools and Approaches for Applying Precaution in the Context of Chemical Safety: Introduction”
- Ms Johanna Lissinger Peitz (Suède) ”PRIO - A tool that facilitates enterprises to practise precaution”
- Mr John Shoaff (Etats-Unis) “Chemicals Reviews and Tools Case Study”
- Dr Jesus Marin Ruiz (Nicaragua) “Case Study: Precaution as applied in Nicaraguan pesticide control, and the chilling effect of a regional trade and integration agreement”
- Dr Romy Quijano (PAN – Philippines) “Case study: Applying precaution approaches”
- Mr Stephen Johnson (Boots Alliance, Grande-bretagne) “Chemicals in Consumer Products”
- Dr Joel Tickner “Summary of responses to questionnaire and interviews and opening of panel, reminder of session goals”

27. Certains sujets clés de ces présentations ont inclus :

- Il existe de nombreux moyens et approches des gouvernements, industries et ONG à l’application de la précaution en matière de sécurité chimique au niveau du pays, de la région ou des sociétés
- La précaution est le plus souvent implicite bien qu'elle soit parfois explicite dans les politiques nationales sur les produits chimiques ou les régimes de gestion.
- Les pays en voie de développements et les pays à économie en transition ont besoin des moyens/infrastructures fondamentaux, ainsi que de capacité pour l’application et la mise en vigueur pour appliquer la précaution en pratique. Néanmoins, il existe de bons exemples et dans des pays développés, dans des pays en voie de développement et dans les pays à économie en transition concernant les moyens/approches
- Mettre l’accent sur des alternatives plus sûres en matière de produits chimiques potentiellement dangereux et l’exécution des objectifs pour atteindre une chimie plus sûre est une question centrale importante dans l’application de la précaution
- Il existe de différences claires entre les pays développés, les pays en voie de développement et les pays à économie en transition vu la manière d’application de la précaution dans la pratique. Les pays développés, par exemple, ont des moyens plus sophistiqués, à base d’ordinateur, tandis que les pays en voie de développement se fient davantage aux processus de monitoring basé sur la communauté.
- Néanmoins, les parties prenantes doivent faire face aux défis dans les pays développés, dans les pays en voie de développement et dans les pays à économie en transition, y compris :
  - L’information
  - La capacité institutionnelle
  - Le commerce – en particulier même quand les moyens pour l’application de la précaution sont disponibles, le commerce peut rejeter leur utilisation.
  - Acceptation des formes non habituelles des connaissances

Dans tous les cas, l’information scientifique et l’engagement des parties prenantes sont indispensables dans une application réussie de la précaution.

28. Pendant la discussion, plusieurs points ont été soulevés par les délégués au sujet des outils et des approches à appliquer avec précaution dans la pratique:

- Les pays en voie de développement et les pays à économie en transition ont un intérêt fort à agir avec précaution mais ils doivent également faire face à des défis substantiels qui les empêchent d’agir dans la pratique, notamment : l’accès à l’information, l’équipement scientifique, la capacité institutionnelle et l’exécution. Existe-t-il des moyens pour aider ces pays à développer leurs capacités susdites ?
- Les outils et les approches pour appliquer la précaution doivent assurer que les risques sont progressivement réduits et qu’il ne s’agit pas du glissement des risques.
- Des efforts ont été réalisés pour fournir la capacité à ces pays pour soutenir leur prise de décision dans les conditions d’incertitude. Ces efforts doivent être renforcés.

- Les outils et approches pour agir avec précaution doivent assurer la protection des populations les plus vulnérables, par exemple des enfants.
- Les outils et les mécanismes afin d'assurer des informations fiables sur les produits chimiques pour informer les corps de prise de décision dans les conditions d'incertitude sont critiques (accès à l'information /droit au savoir)
- Appliquer la précaution peut aller de la collection de meilleures informations afin de prendre des décisions plus informées à la proscription des produits chimiques.
- Plusieurs acteurs se souciaient de l'utilisation exclusive de l'évaluation quantitative des risques en tant qu'outil de prise de décision et exprimaient le besoin de nouveaux outils qui pourraient mieux gérer l'incertitude
- Le besoin de processus de dialogue informel impliquant un grand nombre d'acteurs pour améliorer la prise de décision dans l'incertitude a été exprimé par plusieurs délégués. Ceci peut correspondre à la mise en place de comités scientifiques et d'acteurs ouverts et transparents.
- L'application de la précaution n'est pas en contradiction avec la science. Elle demande plutôt de nouveaux outils pour appliquer la science et d'autres sources d'information dans la prise de décision (comme savoir commun).

29. Plusieurs points ont été soulevés concernant le besoin des pays et les actions suivantes à réaliser:

- Les délégués ont unanimement appuyé la valeur de l'application de la précaution dans le domaine de la sécurité chimique.
- Plusieurs pays en développement et des pays à économie en transition ont signalé le besoin du renforcement de capacité et de combler l'écart entre les nations développées et moins développées dans le domaine des outils et des approches à appliquer avec précaution dans la gestion des produits chimiques. Plusieurs pays développés et moins développés ont exprimé leur désir d'établir un groupe de travail ad hoc afin de stimuler l'échange d'informations sur les outils, les ressources d'informations et les approches. Ceci peut être réalisé de manière inter-sessionnelle.
- Cependant, quelques pays ont exprimé leur soucis sur l'établissement d'un tel groupe de travail ad hoc en notant que la session était la seule possibilité du partage d'information, que la discussion ouverte sur l'avenir de l'IFCS n'est pas terminée, et qu'au sujet de la mise à jour de la langue internationale convenue pour la précaution pourrait être une tâche dangereuse.
- Quelques délégués ont suggérés qu'un groupe de travail devait examiner les outils pour l'application de la précaution au niveau national et non pas travailler sur la redéfinition de la précaution dans un contexte international.

30. Après la discussion plénière initiale, le président a établi un petit groupe de rédaction avec le mandat de recommander les prochaines étapes pratiques pour soutenir les pays en voie de développement et les pays à économies en transition qui souhaitent utiliser des outils et des approches en appliquant la précaution dans des activités domestiques de gestion de produits chimiques. La production de ce groupe a été transmise aux groupes et puis à la session plénière régionale pour examen. Le forum a identifié et s'est accordé sur une série de prochaines étapes potentielles et demandé que des mesures soient prises avant le forum VI pour mettre en application les prochaines étapes identifiées avec l'intention de contribuer à la mise en oeuvre de la SAICM. Les prochaines étapes potentielles recommandées peuvent être trouvées dans le résumé d'orientation.

## **METAUX LOURDS: Y A-T-IL BESOIN D' ACTIONS GLOBALES COMPLEMENTAIRES?**

31. La session a été menée par le président de l' IFCS. Dr Georg Karlaganis (Suisse) a présenté le rapport de l'événement parallèle intitulé "Soucis sanitaires et environnementaux associés aux métaux lourds: y a-t-il un besoin global d'actions complémentaires ?", qui a eu lieu le 23 septembre 2006. Cet événement a été sponsorisé par le gouvernement Suisse, en réponse à la demande spécifique de

nombreux pays en voie de développement et de pays à économie en transition. Une synthèse des points du rapport de l'événement a été présentée afin de montrer les idées des participants concernant la gestion des risques posés par les métaux lourds. Plusieurs participants ont constaté que le rapport ne reflétait pas toutes les idées exprimées par les participants à l'événement parallèle et qu'il n'a pas souligné précisément que la conclusion était une série d'idées et non pas une conclusion et des recommandations basées sur un consensus. La délégation suisse a expliqué que le rapport a inclus les enregistrements, tels que, des déjeuners du groupe de travail ainsi qu'a exprimé son accord concernant l'ajout de remarques explicatives relatives au contenu du rapport.

32. La majorité des interventions ont exprimé qu'il existait un besoin urgent d'actions globales concernant les métaux lourds. Quelques uns ont exprimé que le plomb et le cadmium ne montrent pas les caractéristiques de transports demandés pour l'action internationale et que ses problématiques doivent être gérées au niveau régional et local. Un certain nombre de participants ont estimé que des données et des informations sur le plomb et le cadmium étaient disponibles pour soutenir le transport à long terme et justifient ainsi une action internationale. Quelques participants avaient l'impression qu'il y avait besoin de mettre en place une convention globale concernant le mercure et d'autres métaux. Par la suite, cette proposition a encore été soutenue par le groupe régional de l'Afrique. Quelques participants ont proposé que l'IFSC continue encore à travailler pour la SAICM à travers la Conférence Internationale sur la Gestion des Produits Chimiques (ICCM).

33. Plusieurs participants ont dit qu'il n'y avait pas besoin davantage d'action sur les métaux lourds par l'IFCS en raison de l'action en cours par la SAICM et entreprise par UNEP. L'occasion de faire face aux métaux lourds avant l'ICCM2 par le biais de réunions régionales a été notée par le secrétariat de la SAICM qui a également clarifié que l'ICCM est l'organe régissant la surveillance de l'application de la SAICM. Quelques participants ont constatés que le Conseil de Gouvernance de l'UNEP (GC) était l'organe par excellence pour mettre en place une action globale relative au mercure, tout en exprimant leur doute concernant n'importe quelle action réalisée par l'IFCS qui servirait de préjugé pour les discussions sur les métaux lourds au Conseil de Gouvernance de l'UNEP. L'OMS a fourni des informations sur son mandat et son programme de travail abordant les questions de santé publique liées aux métaux lourds. Un certain nombre de participants ont déclaré que les résultats du forum V sur les métaux lourds soutiendraient le travail des autres et devraient être fournis par le Conseil régissant l'UNEP, la SAICM et les parties à la Convention sur la Pollution Atmosphérique Transfrontalière à Longue Distance (LRTAP) et son protocole sur les métaux lourds en données pour leur travail.

34. Plusieurs participants ont favorisé des partenariats comme un moyen efficace de la mise en place des actions exigées par rapport au mercure. De nombreux participants ont estimé qu'il y a besoin d'autres pays et des ONG pour participer à des initiatives de partenariat afin de faire face au défi des métaux lourds. Les participants ont souligné l'importance des alternatives techniques et économiques concernant l'action immédiate sur le mercure. Quelques participants ont suggéré la possibilité d'appliquer la responsabilité sociale des entreprises ainsi que le principe du « pays pollueur ». Plusieurs participants ont réclamé l'initiative de « l'or propre » et la proscription des exportations de mercure.

35. Les suggestions complémentaires d'action pour examiner les défis que proposent le mercure, le plomb et le cadmium inclues : les résultats du rapport commercial préparé par l'UNEP devraient être utilisés et des mesures concrètes être prises ; la réduction des objectifs devraient être réalisés par l'entrée en vigueur d'une législation nécessaire sur la suppression progressive et le développement d'une carte routière pour accroître l'usage des technologies de produit sans mercure dans l'exploitation de petite taille et artisanal de mines d'or ; la réduction globale de l'offre de mercure réalisée par la prévention du mercure excédent d'accéder au marché global ; la coordination et les moyens des associations à entreprendre dans le cadre de la SAICM ; une meilleure coordination des mécanismes existants et des instruments pour examiner les défis liés aux métaux lourds ; les initiatives

supplémentaires d'associations à traiter le mercure. Un certain nombre de participants a proposé d'inclure le nickel et l'arsenic dans la liste de métaux pour l'action internationale

36. De nombreux participants soutenaient la proposition de la région africaine concernant l'adoption d'une déclaration de l'IFCS sur les métaux lourds. Cependant, d'autres participants ont exprimé leurs réserves concernant des déclarations de convenances.

37. En réponse à la suggestion de la région africaine concernant l'établissement d'un groupe de travail pour traiter le défi des métaux lourds, le Président a mis en place un groupe de travail ad hoc présidé par le Prof. Babajide Alo (Nigeria) dont la mission est d'élaborer des propositions qui seront transmises à la session plénière.

38. Prof. Alo a présenté les résultats des discussions du groupe de travail, le rapport de Budapest sur le mercure, le plomb et le cadmium, à la session plénière du vendredi 29 septembre 2006. Le forum V a adopté à l'unanimité le rapport de Budapest sur le mercure, le plomb et le cadmium. Pour mémoire, les Etats-Unis ont fait l'exposé suivant : "les Etats-Unis approuvent ce document pour soutenir la décision précédente du Conseil d'Administration de prendre une gamme des mesures liées au mercure et à certains autres métaux lourds à sa prochaine session en février 2007. Rien dans ce document ne préjuge des résultats ou des options possibles pour la discussion qui aura lieu au Conseil d'Administration. Nous approuvons les parties de ce document proposant des suggestions au Conseil d'Administration de l'UNEP pour être simplement une liste de possibilités potentielles de question à examiner, et nous croyons que le processus par lequel il a été développé n'a pas tenu compte d'une discussion pleine et considérée de ces questions lors de cette réunion."

39 La déclaration de Budapest sur le Mercure, le Plomb et le Cadmium unanimement adopté par le Forum V se trouve dans le Résumé d'Orientation.

## **EXAMEN DE L'ECART CROISSANT ENTRE LES PAYS DANS LE SUIVI DES POLITIQUES DE SECURITE CHIMIQUE**

40 Prof. Jamidu Katima (Tanzanie) était animateur de la session. Il a brièvement décrit le fond de ce sujet de l'ordre du jour. La République islamique d'Iran (Iran) a proposé l'examen de l'écart croissant' comme un point de l'ordre du jour pour le forum IV. Le forum IV a considéré le sujet et a préconisé qu'un groupe d'experts soit mis en place afin de proposer des mécanismes pour permettre aux gouvernements des pays ayant un besoin particulier de bénéficier de l'expertise disponible au sein du groupe pour améliorer la gestion chimique.

41. Mr. A Mousavi (Iran), le sponsor principal, a présenté un rapport sur l'état d'avancement au forum V sur l'initiative (IFCS/FORUM-V/4 INF). Il a mentionné la nature transfrontalière des menaces posées par les produits chimiques dangereux et a ajouté que cela exige que tous les pays avancent dans l'application de la gestion saine des produits chimiques. L'écart actuellement large dans l'application est contraire à ces efforts. Par conséquent, il faut trouver des modalités afin de combler cet écart trouver un équilibre entre le développement de nouvelles politiques et l'aide fournie à ceux qui sont en retard. Le forum IV d'IFCS a transmis la question de l'examen de l'écart croissant au Comité préparatoire (PrepCom) pour le développement d'une approche stratégique à la gestion internationale des produits chimiques (SAICM). La SAICM PrepCom dans ses discussions a reconnu la question comme étant une priorité. Une réunion d'experts d'IFCS a été convoquée du 11 au 13 juillet 2005 à Genève avec l'aide financière du gouvernement Suisse. L'objectif de la réunion était de développer un processus ouvert et transparent pour fournir un conseil aux pays ayant un besoin exprimé sur l'exécution des politiques et des priorités de sûreté chimique d'IFCS. Le but du processus est de fournir un conseil concret à un pays ayant une demande sur des questions ou des articles, tels que l'identification, la priorité, et l'accès à l'information, des conseils, et des ressources d'accès pour

permettre l'application des priorités d'IFCS pour l'action et d'autres recommandations du forum. Depuis le forum IV, une recommandation a été faite, le travail de développer davantage une gestion de l'approche stratégique aux produits chimiques internationaux (SAICM) avait évolué sensiblement. En tant que tels, le groupe d'experts a déterminé que son travail devrait répondre à ces développements. Les documents d'ébauche de SAICM ont donc été employés comme base pour l'élaboration de cette nouvelle initiative proposée. Précisément, la réunion du groupe d'experts a entrepris la tâche de fournir un conseil sur l'ébauche des mesures concrètes de la SAICM à être capable de mettre en place une activité pour "établir et mettre en application un processus pour prendre des conseils sur l'application systématique des activités au niveau national pour atteindre les objectifs de la SAICM comme tracé par les mesures concrètes."<sup>7</sup> Le développement du processus a été réalisé en association active avec ceux qui travaillent dans ce secteur dans le but d'augmenter leurs efforts en cours. À cet effet, des organismes intergouvernementaux et d'autres organismes avec expérience/intérêt dans ce secteur ont été invités à participer. Les résultats de la réunion étaient une "proposition pour qu'une nouvelle initiative facilite le renforcement de la capacité des pays à mettre en place la gestion saine des produits chimiques". La proposition a été présentée à la SAICM PrepCom3 en septembre 2005 et a inclus la recommandation que "PrepCom 3 convient que le processus décrit pourrait être utile dans l'exécution de la SAICM, il est recommandé que le compromis pour le processus soit fait dans les accords institutionnels de SAICM". Les recommandations de la réunion des experts de l'IFCS sont transcrites dans les documents de la SAICM adoptés à la conférence internationale sur la gestion de produits chimiques (ICCM, 4-6 février 2006).

42. Dr Lilian Corra (ISDE) a rendu compte de l'événement latéral sur la collaboration de sud-sud organisée par le secrétariat de la SAICM le lundi 25 septembre 2006. Les présentations et les discussions pendant l'événement latéral ont été récapitulées dans les thèmes principaux :

- le besoin d'échange d'information et d'expérience sur les initiatives existantes et l'expertise en utilisant une gamme d'outils comprenant l'utilisation des réseaux de points focaux, sites Web, bases de données ;
  - le rôle des organisations non-gouvernementales et des associations professionnelles qui ont beaucoup d'expertise et peuvent avoir les moyens d'interagir plus facilement que des gouvernements ;
  - le besoin des multiples parties prenantes d'engager et de se soutenir mutuellement pour assurer la continuité ;
  - tandis que la coopération sud-sud a un potentiel significatif pour fournir le renforcement très rentable de la capacité, il a été noté que ceci devrait compléter et catalyser la coopération bilatérale et multilatérale existante et ne pas la remplacer ;
  - plusieurs pays peuvent avoir une capacité considérable dans la gestion de produits chimiques mais n'ont pas de capacité et de ressources pour partager l'expérience. Le financement durable est essentiel pour permettre à des expériences réussies d'être reprises ;
  - ainsi à cet égard, une association sud-sud-nord peut fournir des avantages à toutes les parties ;
- La coopération sud-sud peut être poursuivie selon divers niveaux de complexité, d'échange de l'information simple aux expériences de réplique en gros.

43. Les participants ont fait un certain nombre de propositions sur des mesures spécifiques pour avancer sur l'ordre du jour principalement : l'établissement d'un rôle d'experts de tutelle, l'utilisation de plateformes pour des échanges internationaux d'expériences (par exemple IFCS et INFOCAP) ; le renforcement des mécanismes de coopération; la création d'un rôle d'experts pour aider à augmenter les capacités et les relations des pays : l'apport d'un appui aux pays pour la préparation d'une proposition d'aide.

44. Le président d'IFCS a proposé que le rapport de session soit transmis aux réunions régionales de SAICM pour examen, et que les réunions régionales soient invitées pour faire des

---

<sup>7</sup> SAICM Global Plan of Action (containing the concrete measures) SAICM/PREPCOM.3/4.  
<http://www.chem.unep.ch/saicm/prepcom3/Default.htm>

recommandations concernant des mécanismes d'examen de l'écart croissant à l'ICCM de 2009. Le forum était d'accord sur la proposition.

45. En réponse à une demande d'information des Etats-Unis sur le statut d'INFOCAP, le secrétariat de SAICM a déclaré que les discussions initiales avaient eu lieu dans le deuxième trimestre de 2006 et que les détails administratifs et légaux étaient établis.

### **Jouets et sécurité chimique**

46. Dr. Kathy Shea (Consultante, USA), co-sponsor principal du point à l'ordre du jour, a présenté le « l'idée de départ » : Jouets et sécurité chimique (IFCS/FORUM V/03-TS). Dr. Shea a souligné l'importance donnée par l'IFCS aux enfants et aux questions de sûreté chimique rappelant que le sujet avait été à l'ordre du jour du forum IV ayant pour résultat des recommandations importantes pour l'action. La session du forum V sur les jouets et la sûreté chimique a été organisée pour soutenir l'action suivant un certain nombre de recommandations du forum IV aussi bien que la suite de la déclaration de la quatrième (Européen) conférence ministérielle sur l'environnement et la santé, tenus à Budapest en Hongrie du 23-25 juin 2004 et l'application du plan d'action de la SAICM global dans lequel le sujet est notée tant un sujet dont les parties prenantes peuvent vouloir en discuter. Dans sa présentation, Dr Shea a fourni une brève vue d'ensemble des risques potentiels des jouets liés aux expositions chimiques, sur l'information disponible sur la prédominance des préjudices des produits chimiques des jouets, sur les approches employées pour évaluer les risques des produits chimiques utilisés dans des jouets ; elle a mis en relief une série d'études de cas pour illustrer des leçons retenues, les succès, et les polémiques liées aux produits chimiques dans des jouets, compositions décrites sur les actions pour la sécurité des jouets. Basé sur la liste de questions présentées dans le « l'idée de départ », elle a suggéré des points de départ pour la discussion dans trois catégories principales : conception et fabrication, normes et commandes, et réflexion internationale et générale sur les thèmes indispensables d'information, prévention et intégrité.

47. Après la présentation du sujet, les interventions suivantes ont réalisées par :

- Mr. Ravi Agarwal (Inde) “Jouer avec les matières toxiques: Une enquête de plomb et de cadmium dans les jouets PVC et non PVC dans trois villes d'Inde ”
- Dr Julio Monreal (Chili) “ Règlements de la sécurité des jouets au Chili”.
- Dr Steve Clarkson (Canada) “Legislation canadienne sur la sécurité chimique relative au danger de toxicité ”.

48. En ouverture de la discussion, les participants ont reconnu l'importance du jeu dans le développement normal des enfants, et se sont exprimés sur le fait que les jouets devaient être bien dessinés, durables, non-toxiques et correctement étiquetés. Plusieurs pays ont décrit des actions réalisées afin assurer la sécurité chimique des jouets. Un certain nombre de participants a des remarques sur le besoin d'harmonisation des normes de qualité des jouets entre les pays à cause des importations/exportations, commerce par Internet, différences des règlements de qualité de jouet entre les pays développés et en voie de développement, et des problèmes de donations des jouets de mauvaise qualité pour les pays pauvres. Les intervenants ont exigé un transfert d'information facilité, des outils de régulation et de la surveillance. La plupart des participants ont présenté des remarques sur le besoin de précaution et sur l'importance de la prévention afin de protéger la santé et l'avenir des enfants. L'importance de la surveillance et du monitoring des jouets a été soulevée. Une proposition concernant le développement d'un programme de surveillance globale des jouets a été suggérée – comme une approche de l'amélioration de la sécurité chimique des jouets sur le plan international. Beaucoup de participants ont réclamé l'interdiction des produits chimiques toxiques connus et des métaux lourds comme le plomb et le mercure de tous les jouets. Le concept de la substitution chimique a été mentionné dans ce contexte. Quelques participants ont exprimé des inquiétudes concernant le fait que les normes volontaires peuvent être moins fructueuses dans certains cas que les

approches de régulation. Plusieurs participants ont également mentionné les lacunes d'information sur la toxicité des produits chimiques utilisés dans les jouets, la possibilité des risques potentiels des produits chimiques dans les jouets et le besoin d'éduquer les fabricants, les consommateurs et les enfants. Comme outils importants ont été mentionnés l'étiquetage correct des jouets et les dépliants d'information. Dr Shea a résumé la discussion et a identifié les thèmes récurrents au cours des interventions : le besoin d'harmonisation, de précautions appliquées à tous les niveaux, d'éducation à de multiples niveaux depuis fabricants aux utilisateurs finaux.

49. Le Président de l'IFCS a demandé au co-sponsor principal, Dr Kathy Shea, de mettre en place un petit groupe de rédaction pour préparer le rapport à présenter devant la session plénière. Le résultat du groupe a été transmis aux groupes régionaux et à la session plénière pour examen.

50. Les actions recommandées ont été unanimement adoptées par le Forum V et sont présentées dans le résumé d'orientation.

### **ELECTION DES ADMINISTRATEURS DE L'IFCS ET DES MEMBRES DU COMITE PERMANENT DU FORUM**

51. Les Vice-présidents a présenté les nominations régionales de groupe pour les administrateurs de l'IFCS et le comité permanent du forum. Les nominations ont été acceptées avec enthousiasme. Les administrateurs de l'IFCS et membres de l'administration du comité permanent du Forum nouvellement élus sont répertoriés en annexe 4.

52. Les représentants ONG suivants sont désignées comme représentants au FSC par leurs groupes participants respectifs : science : Dr Lilian Corra (ISDE), travail : Mr Bjorn Erikson (ICFTU<sup>8</sup>), intérêt public : Dr Romy Quijano (PAN), industrie : Ms Kathleen Kunzer (interim) (ICCA).

53. Le Président a exprimé sa reconnaissance à ces représentants de gouvernements et ONG qui ont accepté d'aider l'IFCS dans différentes compétences à travers le Forum VI.

54. Dr Kristof Kozak a pris la parole au nom du Gouvernement de Hongrie. Il a remercié le Forum de la confiance accordée à la Hongrie pour la Présidence de l'IFCS et a déclaré que le gouvernement était en mesure d'assurer le rôle et les responsabilités de la présidence de l'IFCS pendant le bureau. Il a déclaré que la Hongrie attend avec intérêt de travailler avec les participants de l'IFCS afin d'assurer un progrès substantiel dans la gestion chimique globale par le Forum. Il a informé au Forum que le gouvernement de Hongrie a désigné comme président de l'IFCS le Dr Zoltán Szabó, Directeur général temporaire du centre national de Fodor Jozsef pour la santé publique.

### **PROCHAINES RÉUNIONS IFCS**

55. Mr Cheikh Ndiaye Sylla (Senegal) a confirmé l'intérêt et la demande du gouvernement Sénégalais pour accueillir le Forum VI au Sénégal. Il a déclaré que l'organisation du Forum VI en Afrique serait une expérience majeure positive pour les pays de cette région. Il a dit que les consultations étaient en cours pour assurer les ressources financières nécessaires et il espère pouvoir confirmer les accords prochainement. Prof J Katima, IFCS VP Région Africaine IFCS, a exprimé son fort soutien à la région du Sénégal pour la réception du Forum VI et a encouragé les autres participants, qui sont capables de proposer un soutien financier, à le faire.

---

<sup>8</sup> ICFTU will be subsumed by a new organization International Confederation of Trade Unions (ICTU) to be established in late 2006.

56. Le Président au nom de l'IFCS a accepté l'offre éventuelle de la proposition formelle du gouvernement Sénégalais et son approbation

## QUESTIONS DIVERSES

57. La délégation nigérienne a présenté le rapport africain de région sur les décharges de déchets dangereux en Côte d'Ivoire (annexe 5). Le rapport a montré le dépôt illégal de centaines de tonnes de déchets toxique d'huile à Abidjan en la Côte d'Ivoire qui avait eu comme conséquence des dizaines de milliers de personnes malades dus à l'exposition aux vapeurs toxiques et a causé huit décès dont des enfants. Le rapport a invité l'IFCS à renforcer ses efforts sur la prévention des échanges illégaux des produits chimiques et des déchets, y compris la capacité de développement, l'échange d'information et les mesures pour améliorer l'exécution de la convention de Bâle. La Finlande, au nom de l'union européenne (EU), a déclaré que l'EU a de puissantes lois pour empêcher l'exportation des déchets dangereux aux pays non-OCDE, et que l'incident était à l'ordre du jour ministériel et était étudié par les gouvernements de l'Estonie et des Pays Bas. La délégation suisse a exprimé la solidarité avec les personnes de Côte d'Ivoire et elle pense que l'incident est inacceptable et des parties responsables devraient être jugées responsables. La Suisse a fait appel à tous les pays pour ratifier et adhérer à la convention de Bâle sur la responsabilité et la compensation. L'OMS a rapporté que le système de santé d'Abidjan a été accablé par la tragédie et qu'elles avaient mobilisé une réponse rapide d'aide sur le terrain. L'OMS a déclaré qu'un travail était en cours avec d'autres agences pour fournir l'appui et pour établir un système de surveillance pour suivre les personnes touchées. RIEPOP a exprimé sa sympathie pour la tragédie et son intense indignation face au défaut d'application de la convention de Bâle et des autres lois appropriées. Le président d'IFCS a déclaré que la tragédie était un péché et un crime, et a rappelé son espoir de voir les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait ratifier la convention de Bâle. Le secrétariat de convention de Bâle a exprimé sa résolution à soutenir le travail pour résoudre le problème des échanges illégaux des déchets dangereux.

58. La Zambie s'est rapportée au rapport du 14 septembre 2006 de l'OMS approuvant une utilisation plus large du DDT d'insecticide à travers l'Afrique afin d'exterminer et repousser les moustiques qui causent la malaria et a soulevé son inquiétude avec le changement indiqué de la politique de l'OMS sur l'application du DDT pour la maîtrise de la malaria. Le Réseau d'Action de Pesticide a présenté un rapport au nom du public et des avocats de santé environnementale du monde entier exigeant que l'OMS retire sa récente annonce controversé conseillant l'augmentation de l'utilisation du DDT pour la maîtrise de la malaria en Afrique. Le rapport a invité l'OMS à rendre public toute nouvelle preuve et évaluation sur lesquelles son changement de politique a été basé. Le Pérou, le RIEPOP, l'ICFTU, le PSR, l'ISDE, l'EHF et d'autres ont exprimé leurs inquiétudes et ont exprimé leur opinion sur le fait que le changement de la politique en plus de menacer la santé des enfants et des familles souffrant déjà de la malaria, sape directement la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants. Beaucoup de participants ont noté que des solutions de rechange plus sûres au DDT pour la maîtrise du vecteur se sont avérées efficaces. Le Pérou et le Mexique ont proposé de partager l'information sur les expériences réussies de leur pays dans l'utilisation de solutions de rechange au DDT dans la maîtrise du vecteur. L'OMS a affirmé son engagement continu à l'éradication de la malaria et à l'utilisation de la gestion intégrée des parasites. L'OMS a déclaré que, contrairement à l'impression créée par son annonce et les rapports ultérieurs dans les médias sur un changement de la position de politique de l'OMS en ce qui concerne l'utilisation de la pulvérisation rémanente intérieure (IRS) dans les régions malariques hyper-endémique de l'Afrique sub-saharienne, elle souhaite souligner énergiquement que ce changement n'est pas une inversion de la position historique en ce qui concerne les précautions à appliquer dans l'utilisation du DDT et d'autres insecticides résiduels et que l'OMS a l'intention de poursuivre une réduction progressive de la confiance accordée dans les pesticides en général et du DDT en particulier, comme fixé dans la résolution 50.13 d'Assemblée de l'OMS de 1997. De même qu'elle n'est pas en contradiction avec les critères pour l'usage du DDT dans la maîtrise du vecteur incluse dans la convention de Stockholm qui sont basés sur des recommandations faites par le comité d'experts de l'OMS sur la malaria. C'est la position actuelle de l'OMS que nos efforts globaux doivent être accru par une augmentation de la réduction efficace la mortalité et la morbidité de la malaria avec tous les moyens possibles. Le

changement de la politique rapportée dans notre annonce de presse ne concerne pas "la dotation à la DDT d'un effet de santé libre" ; elle est strictement à caractère épidémiologique de la malaria. Dorénavant, l'OMS recommandera l'utilisation de l'IRS avec la DDT à ses Etats membres africains également pour des secteurs situés dans les secteurs hyper endémique, avec des objectifs à courts termes de réduire rigoureusement les niveaux de transmission et de veiller au déploiement d'autres options d'interventions significatives. Cette recommandation demeure entièrement dans l'esprit et dans la lettre de la convention de Stockholm, car toutes les activités de l'IRS seront effectuées avec toutes les précautions établies dans les critères de l'OMS pour l'usage de la DDT pour la santé publique. Les Etats membres ont toujours l'obligation de faire rapport à l'OMS et à l'UNEP quand ils commencent l'utilisation du DDT et des mesures de normalisation devront être mises en place pour s'assurer que l'usage de la DDT pour la santé publique ne va pas aboutir à des applications agricoles et autres. L'OMS a énoncé qu'elle se rendait entièrement compte des études récemment éditées concernant des effets nuisibles du DDT et nous travaillons étroitement avec les scientifiques en question. Le président d'IFCS, parlant en sa qualité personnelle de membre du conseil exécutif de l'OMS, a déclaré qu'il demandera une recherche. Le rapport de l'OMS peut être un malentendu qui exige la clarification ou ce peut être une idée fausse qui a besoin d'être examiné.

## **EXAMEN DES CONCLUSIONS ET DES RECOMMANDATIONS, ADOPTION DU RAPPORT DU FORUM V**

59. Le rapporteur a présenté le projet de rapport de la réunion qui avait été préparé en coopération avec les principaux commanditaires et les enregistreurs pour chaque sujet plénier de l'ordre du jour. Il a remercié les collaborateurs pour leur travail et a demandé que toutes révisions ou amendements proposés soient soumis par écrit au secrétariat. Les Etats-Unis ont proposé un certain nombre de changements au rapport. Ceux-ci ont été examinés par le forum et un accord a été conclu sur le texte approprié.

60. Le président a proposé que, conformément à la pratique suivie lors des sessions précédentes du forum, le rapport soit finalisé par le rapporteur, en coopération avec le secrétariat, et approuvé par le président du forum V. Le rapport final de la session sera distribué après la fermeture de la session. Le forum était d'accord sur la proposition

## **CLOTURE DU FORUM V**

61. Le Président de l'IFCS a invité Dr. Zoltán Szabó, président désigné de l'IFCS, à s'adresser le forum. Dans ses remarques, Dr. Szabó a exprimé sa reconnaissance pour la confiance accordée à la Hongrie et a déclaré que c'était un honneur d'être président de l'IFCS. Il a identifié les défis qui se posent prochainement et la responsabilité de remplir ce devoir qui a été donné à l'IFCS. Le programme et l'ordre du jour pour le forum V ont démontré la valeur ajoutée du forum sur l'examen des sujets prioritaires et les nouvelles questions naissantes. Le forum est un endroit où des "raisons" peuvent être clarifiées et la nouvelle information peut être partagées. Il a souligné l'importance de la coopération de la contribution de l'IFCS à d'autres forums et à des organismes tels que la SAICM et l'ICCM. Il a déclaré que le futur devrait offrir du succès au processus. Il a souhaité à chacun le succès dans les efforts collectifs.

62. Le Président de l'IFCS remercie tous les participants pour leur collaboration et leur esprit de coopération. Il a dit qu'il est venu au Forum V avec le cœur lourd sachant les difficultés de l'ordre du jour du Forum V et l'incertitude du futur de l'IFSC. Mais la mise en place d'une atmosphère de travail et la culture de l'IFSC pour le dialogue constructif et le partenariat a prévalu afin d'assurer le succès de la rencontre. Beaucoup désormais ont reconnu que l'IFSC et l'ICCM/SAICM n'étaient pas concurrents, mais l'IFSC est un collaborateur de valeur afin d'assurer l'application efficace de la SAICM. Il a exprimé sa reconnaissance aux vice-présidents de l'IFSC, au FSC, au champion IFSC et aux principaux sponsors de la session du Forum V, les personnes de l'enregistrement et toutes les autres personnes qui ont contribué à la préparation de l'ordre du jour et du secrétariat du Forum V. Il a,

avant tout, remercier le gouvernement hongrois pour l'hospitalité exceptionnelle de son accueil pour le Forum V et son extraordinaire flexibilité à s'adapter aux besoins du Forum.

63. Le Président a souhaité aux participants un bon retour chez eux et a déclaré le Forum V clos.

**ANNEX 1**

**Liste des documents de la réunion**



1 INF

*La sûreté chimique pour le développement durable*

IFCS/FORUM-V/1 INF  
Original: Anglais  
12 avril 2006

**FORUM V**

**Cinquième session**  
**du**  
**Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique**

**Budapest (Hongrie)**  
**25 - 29 Septembre 2006**

\*\*\*\*\*

**Liste des documents de réunion**

**Préparée par le Secrétariat de l'IFCS**

## LISTE DES DOCUMENTS DE REUNION

| Point de l'ordre du jour | Sujet   | Titre du document  | N° du document IFCS/FORUM-IV/ |
|--------------------------|---|--|-------------------------------|
| 1.                       | Ouverture de la réunion   |  |                               |
| 2.                       | Questions d'organisation concernant le Forum V<br>- désignation du rapporteur |  |                               |
|                          | - rapport sur la préparation du Forum VI                                      |  |                               |
|                          | - Adoption de l'ordre du jour   | Projet d'ordre du jour provisoire  | 01w                           |
|                          |   | Projet d'ordre du jour provisoire annoté   | 02w                           |
|                          | - Adoption de l'emploi du temps provisoire                                    | Projet d'emploi du temps général   | 03w                           |
| 3.                       | Rapport du Président sur l'état des travaux                                   | [Rapport du Président sur l'état des travaux]  | INF                           |
| 4.                       | Questions administratives de l'IFCS   | Etat financier de l'IFCS   | 04w                           |
| 5.                       | Future de l'IFCS  | L'idée de départ de l'avenir de l'IFCS   | TS                            |
| 6.                       | Gestion saine des produits chimiques et de la réduction de la pauvreté        | Réduction de la pauvreté et la Gestion saine des produits chimiques – Une idée de départ   | 04-TS                         |
| 7.                       | Application de la précaution dans le contexte de la sécurité chimique         | Idee de départ – Information d'ouverture de la plénière du Forum V /Discussion de la Session dans le contexte de la sécurité chimique  | 01-TS                         |
|                          |   | Information de fond : Information d'ouverture de la plénière du Forum V, Discussion de la Session sur les outils et les approches de l'application de la précaution dans le contexte de la sécurité chimique | 6 INF                         |
|                          |   | Présentation du résumé d'orientation : Information d'ouverture de la plénière du Forum V / Discussion de la Session dans le contexte de la sécurité chimique   | 7 INF                         |
| 8.                       | Métaux lourds – besoin davantage d'action globale ?                           | [Métaux lourds – besoin davantage d'action globale ?- résultats de l'événement parallèle sur les métaux lourds sponsorisé par la Suisse (23 Septembre)]  | 8 INF                         |

|     |  |  |       |
|-----|--|--|-------|
| 9.  | Réduction de l'écart croissant entre les pays dans le suivi des politiques en matière de sécurité chimique | Réduction de l'écart croissant entre les pays dans le suivi des politiques en matière de sécurité chimique - rapport auprès du Forum V sur l'application des recommandations du Forum IV | 4 INF |
| 10. | Jouets et sécurité chimique  | Idée de départ - Jouets et sécurité chimique   | 03-TS |
| 11. | Election des administrateurs de l'IFCS et des membres au Comité du Forum Permanent                         |  |       |
| 12. | Prochaine réunions du Forum  |  |       |
| 13. | Questions diverses   |  |       |
| 14. | Examen des conclusions et des recommandations  |  |       |
| 15. | Adoption du rapport de la réunion  |  |       |
| 16. | Clôture de la réunion  |  |       |

| Autres documents         |   |                              |
|--------------------------|---|------------------------------|
| Point de l'ordre du jour | Titre du document   | N° du document IFCS/FORUM-V/ |
|                          | Liste des documents de la réunion   | 1 INF                        |
|                          | Liste des acronymes de l'IFCS   | 2 INF                        |
|                          | Conduite des débats lors des sessions plénières du Forum – Réunions des Groupes Régionaux, et groupe de travail ad hoc  | 3 INF                        |
| 3.                       | Indicateur simple des travaux de l'IFCS - Rapports des gouvernements nationaux (IFCS/FSC/06.9 Rev )   | Document de séance           |
|                          | Réseau pour l'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques - rapport to Forum V.  | 5 INF                        |
| 8.                       | Idée de départ des questions sanitaires et environnementaux associés aux métaux lourds; Besoins globaux pour davantage d'actions, Forum V IFCS le 23 Septembre 2006 à Budapest (Hongrie).     | Document de séance           |
|                          | Problèmes sanitaires et environnementaux associés aux métaux lourds; Besoins globaux pour davantage d'actions ? Projet d'ordre du jour de l'événement latéral Suisse.                         | Document de séance           |
|                          | Résumé/Présentations : Problèmes sanitaires et environnementaux associés aux métaux lourds; Besoins globaux pour davantage d'actions, Forum V IFCS le 23 Septembre 2006 à Budapest (Hongrie). | Document de séance           |

### Documents et matériels proposés par les participants à l'IFCS

Afin d'enrichir et faciliter le dialogue et les discussions au forum V, le Comité permanent de forum a décidé d'inviter tous les participants de l'IFCS à mettre à disposition les documents et autres matériaux concernant l'ordre du jour et du programme du forum V par l'intermédiaire du site Web du forum V de l'IFCS.

Les documents et les matériels n'ont pas été vérifiés ou édités par le secrétariat de l'IFCS ou le Comité permanent de forum. La mise en ligne n'implique pas l'approbation par l'IFCS.

[http://www.who.int/ifcs/documents/forums/forum5/meet\\_docs/en/index.html](http://www.who.int/ifcs/documents/forums/forum5/meet_docs/en/index.html)

**ANNEXE 2**

**Liste des Acronymes**



2 INF Rev 1

*La sûreté chimique pour le développement durable*

IFCS/FORUM-V/2 INF Rev 1  
Original: English  
Octobre 2006

**FORUM V**

**Cinquième session**  
**du**  
**Forum intergouvernemental sur la sécurité**  
**chimique**

**Budapest (Hongrie)**  
**25 - 29 Septembre 2006**

\*\*\*\*\*

**Liste des Acronymes**

**Préparée par le Secrétariat de l'IFCS**

**Secrétariat** : c/o Organisation mondiale de la Santé, 20 Avenue Appia, CH-1211 Genève 27 (Suisse)  
**Tél** : +41(22) 791 3873/3650 ; **télécopie** : +41(22) 791 4875 ; **adresse électronique** : [ifcs@who.int](mailto:ifcs@who.int) ;  
**site Internet** : [www.ifcs.ch](http://www.ifcs.ch)

**IFCS**  
**LISTE DES ACRONYMES**  
**Anglais - Français - Espagnol**

| <b>Acronyme</b> | <b>Nom complet</b>   |
|-----------------|--|
| <b>ABIQUIM</b>  | Asociacion Bresilienne de la Industrie Chimique  |
| <b>CAC</b>      | Comité Administratif de Coordination (ONU)   |
| <b>ACS</b>      | Société américaine de chimie   |
| <b>ADN</b>      | Dispositions européennes concernant le transport international de marchandises dangereuses par navigation intérieure |
| <b>ADR</b>      | Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ONU/CEE)                  |
| <b>BAD</b>      | Banque Africaine de Développement  |
| <b>APAMT</b>    | Association Asie-Pacifique des Toxicologues médicaux   |
| <b>APELL</b>    | Concientización y preparación para emergencias al nivel local  |
| <b>ATSDR</b>    | Agence pour le Registre des Substances Toxiques et Maladies  |
| <b>ANSEA</b>    | Association des nations du Sud-Est asiatique   |
| <b>ASP</b>      | Programme de nettoyage des pesticides périmés en Afrique   |
| <b>UA</b>       | Union Africaine  |
| <b>BAuA</b>     | Institut fédéral allemand de la Sécurité et de la Médecine du travail  |
| <b>MPE</b>      | Meilleures Pratiques Environnementales   |
| <b>BIAC</b>     | Comité Consultatif Economique et Industriel Auprès de l' OCDE  |
| <b>BINAS</b>    | Service de conseil et réseau d'information sur la biosécurité  |
| <b>UA</b>       | Union Africaine  |
| <b>CCA</b>      | Commission du Codex Alimentarius   |
| <b>SAP</b>      | Stratégie d'Assistance Pays  |
| <b>CDB</b>      | Convention sur la diversité biologique   |
| <b>CBOs</b>     | Community Based Organizations  |
| <b>ACFPC</b>    | Association canadienne des fabricants de produits chimiques  |
| <b>CCHST</b>    | Centre Canadien d'Hygiène et de Sécurité au Travail  |
| <b>CDROM</b>    | Disque Compact   |
| <b>CCE</b>      | Commission des communautés européennes   |
| <b>CEFIC</b>    | Conseil Européen de l'industrie Chimique   |
| <b>PET</b>      | Pays à économies en transition   |
| <b>CETDG</b>    | Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses (ONU)  |
| <b>CFC</b>      | Chlorofluorocarbones   |
| <b>CG/HCCS</b>  | Groupe de coordination de l'harmonisation des systèmes de classifications des produits chimiques                     |

| <b>Acronyme</b> | <b>Nom complet</b>  |
|-----------------|---|
| <b>UIC-B</b>    | Union des Industries Chimiques Britanniques   |
| <b>CICADs</b>   | Documents internationaux succincts sur l'évaluation des risques chimiques   |
| <b>CIS</b>      | Centre International d'Informations de Sécurité et de Santé au Travail  |
| <b>CITES</b>    | Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction                |
| <b>CLI</b>      | Croplife International  |
| <b>ACFPC</b>    | Association des fabricants de produits chimiques (Etats-Unis)   |
| <b>CMR</b>      | <i>Cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction</i>  |
| <b>COP</b>      | Conférence des Parties  |
| <b>CEC</b>      | Comité d'examen Chimique  |
| <b>CDD</b>      | Commission du développement durable   |
| <b>CCE</b>      | Comité du Commerce et de l'Environnement (OMC)  |
| <b>CDCIE</b>    | Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise   |
| <b>CAC</b>      | Convention sur les armes chimiques  |
| <b>CWM</b>      | Programmes de formation et renforcement des capacités dans le cadre des produits chimiques et de la gestion des déchets |
| <b>DANIDA</b>   | Agence danoise de développement international   |
| <b>DDT</b>      | Dichlorodiphényltrichloroéthane   |
| <b>DFID</b>     | Ministère Britannique du Développement international  |
| <b>DGD</b>      | Documents d'orientation des décisions   |
| <b>DAH</b>      | Département des affaires humanitaires   |
| <b>AND</b>      | Autorité nationale désignée   |
| <b>DCPDD</b>    | Département pour la Coordination des politiques et le Développement Durable   |
| <b>AE</b>       | Agence d'exécution  |
| <b>BERD</b>     | Banque européenne de reconstruction et de développement   |
| <b>EC</b>       | Commission européenne   |
| <b>CEE</b>      | Commission économique pour l'Europe   |
| <b>CEES</b>     | Centre Européen pour l'Environnement et la Santé  |
| <b>BESC</b>     | Bureau européen des substances chimiques  |

| <b>Acronyme</b> | <b>Nom complet</b>   |
|-----------------|--|
| <b>CEPALC</b>   | Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes                               |
| <b>ECOSOC</b>   | Conseil économique et social   |
| <b>SPFH</b>     | Substances perturbant le fonctionnement hormonal   |
| <b>AEE</b>      | Agence européenne pour l'environnement   |
| <b>CEE</b>      | Communauté économique européenne   |
| <b>AELE</b>     | Association européenne de libre-échange  |
| <b>EHC</b>      | Critères d'hygiène de l'environnement  |
| <b>EIE</b>      | Etude d'Impact sur l'environnement   |
| <b>CESAP</b>    | Commission Economique des pour l'Asie et le Pacifique                                      |
| <b>EU</b>       | Union européenne   |
| <b>EXICHEM</b>  | Banque de données sur les substances chimiques existantes                                  |
| <b>FAO</b>      | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture                        |
| <b>CCCC</b>     | Convention Cadre pour les Changements Climatiques  |
| <b>FSC</b>      | Comité permanent du Forum (IFCS)   |
| <b>GDCh</b>     | German Chemical Society  |
| <b>GEF</b>      | Fondo para el Medio Ambiente Mundial   |
| <b>SSEG</b>     | Système de surveillance de l'environnement global  |
| <b>AEM</b>      | Avenir de l'environnement mondial  |
| <b>GESAMP</b>   | Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la pollution des mers |
| <b>GHS</b>      | Système mondial harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques         |
| <b>RMIPC</b>    | Réseau mondial d'information sur les produits chimiques                                    |

| Acronyme    | Nom complet   |
|-------------|---|
| <b>BLP</b>  | Bonnes pratiques de laboratoire   |
| <b>FMME</b> | Forum mondial des ministres de l'Environnement  |
| <b>GTZ</b>  | Agence Allemande de Coopération Technique   |
| <b>HCB</b>  | Hexachlorobenzène   |
| <b>GSS</b>  | Guide santé et sécurité   |
| <b>PGV</b>  | Production à grand volume   |
| <b>AI</b>   | Agence d'application  |
| <b>CIDD</b> | Comité interorganisations sur le développement durable  |
| <b>AIEA</b> | Agence Internationale de l'Energie Atomique   |
| <b>CIRC</b> | Centre international de recherche sur le cancer   |
| <b>ICCA</b> | Conseil international des associations chimiques  |
| <b>ICCM</b> | Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques   |
| <b>CISC</b> | Conférence internationale sur la Sécurité chimique  |
| <b>ICEM</b> | Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie et des industries diverses |
| <b>CISL</b> | Confédération internationale des syndicats libres   |
| <b>ICME</b> | Conseil International des Métaux de l'Environnement   |
| <b>CIMM</b> | Conseil international des mines et de la métallurgie  |
| <b>CECP</b> | Comité d'examen Critique Provisoire   |
| <b>ICSC</b> | Fiches internationales sur la sécurité des produits chimiques   |
| <b>CIUS</b> | Conseil international des unions scientifiques  |
| <b>AIE</b>  | Agence Internationale de l'Energie  |
| <b>IFCS</b> | Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique  |

| <b>Acronyme</b> | <b>Nom complet</b>   |
|-----------------|--|
|                 |  |
| <b>FITPASC</b>  | Fédération internationale des travailleurs des plantations, de l'agriculture et des secteurs connexes                |
| <b>OIG</b>      | Organisation Intergouvernementale  |
| <b>INC</b>      | Comite de Négociation Intergouvernemental  |
| <b>BIT/OIT</b>  | Bureau international du Travail/Organisation internationale du Travail   |
| <b>ILSI</b>     | Institut international des Sciences de la Vie  |
| <b>OMI</b>      | Organisation maritime internationale   |
| <b>INC</b>      | Comite de Negociation Intergouvernemental  |
| <b>INCHEM</b>   | Programme sur la sécurité chimique par les organisations Intergouvernementale  |
| <b>INFOCAP</b>  | Réseau pour l'echange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques |
| <b>INTOX</b>    | Système de gestion des bases de données sur les intoxications aiguës   |
| <b>IOCC</b>     | Comité de coordination inter-organisations   |
| <b>IOMC</b>     | Programme Interorganisations pour la gestion rationnelle des Produits Chimiques                                      |
| <b>PISSC</b>    | Programme international sur la Sécurité chimique   |
| <b>RIEPOP</b>   | Réseau international pour l'élimination des POP  |
| <b>GIPD</b>     | Gestion intégrée de la production et des déprédateurs  |
|                 |  |

| <b>Acronyme</b> | <b>Nom complet</b>   |
|-----------------|--|
| <b>RISCPT</b>   | Registre international des substances chimiques potentiellement toxiques   |
| <b>ISDE</b>     | Association internationale des Médecins pour l'Environnement   |
| <b>ISG</b>      | Groupe Intersessions (IFCS)  |
| <b>AISS</b>     | Association internationale de la sécurité sociale  |
| <b>IUCLID</b>   | Base de données internationale uniforme de renseignements sur les produits chimiques   |
| <b>UITA</b>     | Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes                 |
| <b>UICPA</b>    | Union internationale de chimie pure et appliquée   |
| <b>UIPHAR</b>   | Union Internationale de pharmacologie  |
| <b>UITOX</b>    | Union internationale de toxicologie  |
| <b>JECFA</b>    | Comité conjoint d'experts en additifs alimentaires   |
| <b>JMPR</b>     | Réunion conjointe sur les résidus de pesticides  |
| <b>LRTAP</b>    | Transport à longue distance des polluants atmosphériques   |
| <b>MARPOL</b>   | Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution sur les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif (MARPOL 73/78) |
| <b>MOU</b>      | Protocole d'intention  |
| <b>PM</b>       | Protocole de Montréal  |
| <b>FDS</b>      | Fiches de données de sécurité  |
| <b>ALENA</b>    | Accord de Libre-Echanges Nord Américain  |
| <b>CNPPP</b>    | Centre National de Production Plus Propre  |
| <b>NPDA</b>     | Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique   |
| <b>NIP</b>      | Plans nationaux de Mise en Oeuvre  |
| <b>ONG</b>      | Organisation Non Gouvernementales  |

| <b>Acronyme</b>        | <b>Nom complet</b>  |
|------------------------|---|
| <b>OUA</b>             | Organisation de l'unité africaine   |
| <b>ODS</b>             | Substance menaçant l'ozone  |
| <b>ODSONET/<br/>AF</b> | Réseaux de responsables de l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone des pays d'Afrique  |
| <b>OCDE</b>            | Organisation de coopération et de développement économiques   |
| <b>OECD DAC</b>        | Comité d'aide au développement  |
| <b>OEH</b>             | Médecine du travail et Hygiène du milieu  |
| <b>OIAC</b>            | Organisation pour l'interdiction des armes chimiques  |
| <b>OPS</b>             | Projet de stratégie politique globale   |
| <b>PAN</b>             | Pesticide Action Network (no official translation into French)  |
| <b>SPBT</b>            | Substances Persistantes, bioaccumulatives et toxiques   |
| <b>BPC</b>             | Biphényles polychlorés  |
| <b>PDF-B</b>           | Fonds de développement du projet. Bloc B  |
| <b>PHE</b>             | Protection de l'environnement humain  |
| <b>PIC</b>             | Consentement préalable donné en connaissance de cause   |
| <b>POPs</b>            | Polluants organiques persistants  |
| <b>IETMP</b>           | Inventaire des émissions et des transferts des matières polluantes  |
| <b>Phthalates</b>      | Famille de produits chimiques, combinés entre eux, est utilisé comme du plastique (substances ajoutées au plastique pour le rendre plus flexible) |
| <b>RENAPAP</b>         | Réseau régional pour la production, la commercialisation et le contrôle des pesticides en Asie et dans le Pacifique                               |
| <b>SAICM</b>           | Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques  |
| <b>SCB</b>             | Secrétariat de la Convention de Bâle  |
| <b>SCOPE</b>           | Comité scientifique pour les problèmes de l'environnement   |

| <b>Acronyme</b> | <b>Nom complet</b>  |
|-----------------|---|
|                 |   |
| <b>SETAC</b>    | Société de toxicologie et de chimie de l'environnement  |
| <b>SGOMSEC</b>  | Groupe scientifique des méthodologies assurant la sûreté de l'évaluation des substances chimiques |
| <b>SIAR</b>     | Rapports d'évaluation des dangers des substances existantes                                       |
| <b>SIDS</b>     | Dossiers de dépistage des risques [traduction libre]  |
| <b>PME</b>      | Petites et moyennes entreprises   |
| <b>PRPSE</b>    | Programme régional du Pacifique Sud pour l'environnement  |
| <b>DTIE</b>     | Division Technologie, Industrie et Economie (PNUE)  |
| <b>CSC</b>      | Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE  |
| <b>TSCA</b>     | Loi relative au contrôle des substances chimiques toxiques  |
| <b>ONU</b>      | Nations Unies   |
| <b>CNUED</b>    | Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement                              |
| <b>UN CETDG</b> | Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses                             |
| <b>PNUD</b>     | Programme des Nations Unies Pour le développement   |
| <b>CENUA</b>    | Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique  |
| <b>UNCEE</b>    | Commission économique pour l'Europe   |
| <b>PNUE</b>     | Programme des Nations Unies pour l'environnement Industrie et Environnement                       |
| <b>UNEP GC</b>  | Conseil d'administration du Programme des Nations unies pour                                      |

| Acronyme      | Nom complet   |
|---------------|---|
|               | l'environnement   |
| <b>CCNUCC</b> | Convention-Cadre des Nations-Unies pour les Changements Climatiques |
| <b>SSAGNU</b> | Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies          |
| <b>ONUDI</b>  | Organisation des Nations Unies pour le développement industriel     |
| <b>UNITAR</b> | Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche        |
| <b>VCI</b>    | Association Allemande de l'Industrie Chimique                       |
| <b>vPvBs</b>  | Extrêmement persistantes et extrêmement bioaccumulatives            |
| <b>BM</b>     | Banque Mondiale   |
| <b>CMADD</b>  | Conseil mondial des affaires sur le développement durable           |
| <b>OMD</b>    | Organisation Mondiale des Douanes                                   |
| <b>PCM</b>    | Programme climatologique mondial                                    |
| <b>WEOG</b>   | Europe de l'Ouest et autres groupes                                 |
| <b>WHA</b>    | Assemblée mondiale de la santé                                      |
| <b>OMS</b>    | Organisation mondiale de la Santé                                   |
| <b>WHOPES</b> | Plan d'évaluation des pesticides de l'OMS                           |
| <b>OMM</b>    | Organisation météorologique mondiale                                |
| <b>UMM</b>    | Université Maritime Mondiale  |
| <b>OMC</b>    | Organisation mondiale du commerce                                   |
| <b>WWF</b>    | Fonds mondial pour la nature  |
| <b>WWW</b>    | Web   |
| <b>SMDD</b>   | Sommet mondial pour le développement durable                        |

**ANNEXE 3**

**Fonds fiduciaire de l'IFCS – Budget du Secrétariat de l'IFCS 2007 - 2008**

| <b>Fonds fiduciaire de l'IFCS</b>  |                           |                |                           |                |
|--|---------------------------|----------------|---------------------------|----------------|
| <b>Budget approuvé du Secrétariat de l'IFCS (US\$)</b>                           |                           |                |                           |                |
| <b>2007 - 2008</b>   |                           |                |                           |                |
|  | <b>2007</b>               |                | <b>2008</b>               |                |
|  | <b>Mois-<br/>personne</b> | <b>Coûts</b>   | <b>Mois-<br/>personne</b> | <b>Coûts</b>   |
| Secrétaire exécutif  | 12                        | 182,000        | 12                        | 182,000        |
| Personnel de la catégorie professionnelle  |                           |                |                           |                |
| Personnel de secrétariat/administratif/finances                                  | 24                        | 160,000        | 24                        | 160,000        |
| Personnel temporaire   |                           |                |                           |                |
| Consultants  |                           | 30,000         |                           | 30,000         |
| Frais de mission (personnel et conseillers temporaire) <sup>9</sup>              |                           | 20,000         |                           | 25,000         |
| Production des Documents - traduction, traitement de texte                       |                           | 10,000         |                           | 35,000         |
| - Photocopies, impressions, etc.   |                           | 1,000          |                           | 1,000          |
| Communications :<br>– téléphone (y compris téléconférences), télécopie, courrier |                           | 5,000          |                           | 5,000          |
| Equipement, fournitures et dépenses de fonctionnement diverses                   |                           | 5,000          |                           | 15,000         |
| <b>Sous-total</b>  |                           | <b>413,000</b> |                           | <b>453,000</b> |
| Frais d'appui aux programmes (13 %)  |                           | 53,690         |                           | 58,890         |
| <b>TOTAL</b>   |                           | <b>466,690</b> |                           | <b>511,890</b> |

<sup>9</sup> Les frais de voyages inclus les frais engagés pour le personnel du Secrétariat de l'IFCS, le personnel détaché (à Genève et ailleurs), et les conseillers temporaires.

**ANNEXE 4**

**Administrateurs de l'IFCS et membres du Comité permanent  
du Forum élus**

## FORUM V

### ADMINISTRATEURS DE L'IFCS ET MEMBRES DU COMITE PERMANENT DU FORUM ELUS

#### ADMINISTRATEURS

|                        |  |
|------------------------|--|
| <b>PRESIDENT</b>       | Hongrie  |
| <b>VICE-PRESIDENTS</b> | Tanzanie (République-unie de)<br>Iran (République Islamique d')<br>Slovénie<br>Surinam<br>Suisse |

#### COMITE PERMANENT DU FORUM

| REGION                       | MEMBRE                                      | SUPPLEANT   |
|------------------------------|---|---|
| Afrique                      | Burkina Faso<br>Zambie                      | Angola<br>Malawi  |
| Asie et Pacifique            | Chine<br>Corée (République de)<br>Thaïlande | <i>En attente</i><br><i>En attente</i><br><i>En attente</i> |
| Europe Central et Orientale  | Belarus<br>Lettonie                         | <i>En attente</i><br><i>En attente</i>                      |
| Amérique latine et Caraïbes  | Brésil<br>Chili                             | Argentine <sup>1</sup><br>Haïti <sup>1</sup>                |
| Europe occidentale et autres | Autriche<br>Allemagne<br>Etats-Unis         | <i>En attente</i><br><i>En attente</i><br><i>En attente</i> |

---

<sup>1</sup> Remplacement régional

**ANNEXE 5**

**Déclaration Africaine sur le  
Déversement de Déchets Dangereux en Côte d'Ivoire**

## **DECLARATION AFRICAINE SUR LE DEVERSEMENT DE DECHETS DANGEREUX EN COTE D'IVOIRE**

### **Proposée par la Région Africaine**

1. En août 2006, un chargement illégal des déchets toxiques comportant 581 tonnes de résidu de cargaison d'essence souillé avec du sulfure d'hydrogène et des organochlorés a été illégalement déversé à Abidjan (Côte d'Ivoire). Ce chargement en provenance d'Estonie était censé s'en débarrasser à Amsterdam. Cependant, l'expédition a été rejetée à Amsterdam par les autorités de Pays Bas en raison de plaintes dues à "des odeurs nocives".

2. Après le refus des autorités hollandaises, le chargement de déchets toxiques a pris le chemin à Abidjan comme destination de disposition alternative et a illégalement déversé dans plusieurs décharges autour de la ville. Après le déversement, une tragédie humaine a été rapportée avec plus de 16.000 personnes empoisonnées avec vomissement, nausée, et des difficultés respiratoires entre d'autres problèmes de santé. Six personnes parmi elles des enfants sont mortes de l'exposition toxique.

3. Nous, les pays de la région africaine, participant à la cinquième session du forum intergouvernemental sur la sûreté chimique (IFCS), tenus du 25 au 29 septembre 2006 à Budapest, en Hongrie, exprimons notre sympathie et notre solidarité avec les personnes de Côte d'Ivoire, et condamnons cette pratique de rejeter, d'exporter et de déverser les déchets dangereux en Afrique qui viole des accords internationaux et atteint à la dignité humaine.

4. La tragédie met en évidence le besoin urgent pour les gouvernements et de toutes les parties prenantes de s'engager à travailler ensemble pour s'assurer qu'une tragédie semblable ne se jamais se reproduire.

5. Nous envoyons donc ce message fort au forum en cours que l'Afrique ne tolérera pas d'être le dépotoir pour les déchets dangereux d'aucune source et que ce type d'activité est inacceptable à tout moment.

6. Ce forum devrait noter que la question de la "prévention du trafic illégal des produits toxiques et dangereux", qui doit encore être examinée en juste proportion, ait été à l'ordre du jour global depuis Rio en 1992. Nous accueillons donc avec joie l'organisation du colloque sur le trafic illégal par l'UNEP, au travers de l'appui du gouvernement de Allemand, à Prague (République Tchèque) entre le 6 et le 8 novembre 2006. Nous croyons que l'atelier fournira des points de départ pour le travail qui doit être effectué ensemble par les pays développés, les pays à économies en transition et les pays en voie de développement..

7. En examinant la situation actuelle en Côte d'Ivoire, la région africaine recommande que :

a) Des investigations soient entreprises pour déterminer ceux responsable dans le cas de la violation des principes des Traités et des conventions internationaux concernant le déplacement et le déversement des déchets de produit chimique, et instituer des pénalités strictes pour décourager de futures pratiques de déversement illégal des déchets dangereux.

b) Ceux qui s'avèrent être responsables doivent être sujet à payer une évaluation complète sur la santé et les incidences sur l'environnement, sur le nettoyage et le rétablissement, sur la santé, et sur le dédommagement à ceux affectés par le produits toxiques déversés.

c) Les agences compétentes de l'ONU, l'UE et d'autres pays développés apportent de l'aide à la Côte d'Ivoire sur la surveillance de la situation en raison des effets nuisibles à long terme sur la santé humaine et à l'environnement.

d) Il y a besoin davantage de discussion globale sur l'applicabilité des principes de la "responsabilité et le dédommagement" et du "pollueur paye" qui sont les éléments importants exclus du plan d'action global et placés dans le Tableau C dans la "liste d'activités pour lesquelles le consensus n'a pas été atteint lors de la 3ème réunion préparatoire pour SAICM".

e) Tous les gouvernements qui ont ratifié la convention de Bâle sur le mouvement transfrontalier des déchets toxiques et dangereux et d'autres parties prenantes particulièrement des pays développés devraient garder leurs engagements aux termes de la convention et d'autres accords internationaux et régionaux relatifs.

f) Les pays développés devraient mettre en application diligemment des contrôles de trafics illégaux dans leurs territoires afin d'empêcher le déversement illégal des déchets dangereux et des marchandises dans les pays en voie de développement.

8. Reconnaissant la gravité du trafic illégal comme une priorité régionale, l'appui est cherché pour des projets sous la SAICM pour couvrir cinq secteurs d'activité principaux, qui incluront :

- établissement des systèmes sous-régionaux de gestion et de surveillance pour empêcher le trafic illégal ;
- établissement des mécanismes pour encourager la coopération parmi les parties prenantes appropriés ;
- établissement et entretien des réseaux de l'information ;
- développement et application des cadres de normalisation nécessaires avec des pénalités pour la contravention ;
- établissement des mécanismes nécessaires de commande d'importation et d'exportation et renforcement de la capacité d'application de douane.

9. La Région Africaine demande donc à l'IFCS de constituer un groupe de travail pour considérer les défis du trafic illégal pour les pays en voie de développement et pour présenter un rapport au forum VI, tenant compte des résultats du colloque sur le trafic illégal organisé par UNEP en novembre 2006.